



iisd | Reporting Services

Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un Compte rendu du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009



EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YWB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/ywb/water/worldwater5/)
EDITION FINALE, VOLUME 82, NUMÉRO 23, JEUDI, 26 MARS 2009

COMPTE RENDU DU 5EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: 16-22 MARS 2009

Le 5ème Forum mondial de l'eau s'est réuni à Istanbul, Turquie, du lundi 16 au dimanche 22 mars 2009. Ce Forum, qui est le plus grand événement international sur l'eau douce, a pour objectif de permettre une participation et un dialogue multipartites pour influencer la prise de décision sur l'eau à un niveau global, dans la poursuite du développement durable.

Le principal thème du 5ème Forum, «surmonter les divergences, pour l'eau», a été examiné autour de six thèmes-cadres: les changements globaux et la gestion des risques; la promotion du développement humain et les Objectifs de développement du millénaire; la gestion et la protection des ressources en eau; la gouvernance et la gestion; le financement; et l'éducation, le savoir et le développement des capacités.

Le thème du Forum a été examiné à travers plus de 100 sessions thématiques, sept sessions régionales, et une série de processus politiques impliquant des autorités locales, des parlementaires, des ministres et des chefs d'État. Une Exposition sur l'eau, une Foire sur l'eau, un Forum des enfants, un Forum des Jeunes, ainsi que des réunions de différents groupes de parties prenantes, y compris les femmes, ont également eu lieu. Le Forum a rassemblé plus de 25 000 participants représentant des gouvernements, des agences des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, des universités, des entreprises et des industries, des groupes autochtones, des jeunes et des médias. De plus, 8000 participants ont assisté à l'Exposition sur l'eau organisée dans le cadre du Forum.

Le Forum a clos ses travaux dimanche le 22 mars. Parmi ses principaux résultats, l'on peut citer une Déclaration ministérielle et le consensus d'Istanbul sur l'eau, approuvé par les autorités locales.

Le rapport suivant contient une sélection de sessions organisées au cours du Forum. Pour des informations plus détaillées, veuillez vous référer au <http://www.iisd.ca/ywb/water/worldwater5/>

UN BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS GLOBALES LIÉES À L'EAU

L'eau douce est une ressource épuisable et constitue un impératif pour le développement durable, la croissance économique, la stabilité politique et sociale, la santé et l'éradication de la pauvreté. Alors que les questions liées à l'eau figurent depuis longtemps dans l'ordre du jour des discussions internationales, le débat sur la manière de répondre à la demande mondiale croissante en eau douce s'est intensifié au cours des dernières années: aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes manquent d'eau potable, tandis qu'environ 2,5 milliards n'ont pas accès à un assainissement adéquat.

En réponse à ces défis, le Forum mondial de l'eau a été lancé comme une plate-forme pour intégrer les questions de l'eau dans les discussions internationales. Ce Forum est organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau (CME), en collaboration avec un pays hôte. Le CME, un groupe international de réflexion sur la politique de l'eau, a été créé



Une vue d'Istanbul depuis le site du Forum

en 1996 pour traiter les préoccupations globales relatives aux pressions exercées sur les ressources en eau douce de la planète. Le Forum est un processus ouvert à tous, global et multipartite qui a pour objectifs: accroître l'importance de l'eau dans l'agenda politique, faciliter l'intensification des débats en vue de trouver des solutions aux problèmes internationaux de l'eau au 21^e siècle, formuler des propositions concrètes, et susciter un engagement politique. Le Forum mondial de l'eau se réunit dans le contexte des autres dialogues internationaux, régionaux et nationaux sur l'eau.

DANS CETTE EDITION

Un bref historique des questions liées à l'eau	1
Rapport du 5eme Forum mondial de l'eau	3
Ouverture du Forum	3
Présentation du Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau	4
Groupes de haut niveau	4
Processus thématique	6
Ouverture du Processus thématique	6
Processus régional	11
Sessions plénières spéciales	13
Processus politique	15
Clôture du Forum	18
Prochaines réunions	19
Glossaire	20

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographe: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique.

1ER FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 1er Forum mondial de l'eau tenu à Marrakech, Maroc en mars 1997, a chargé le CME d'élaborer une «vision à long terme sur l'eau, la vie et l'environnement pour le 21^{ème} siècle». Le 1^{er} Forum a également mis en garde contre le traitement de l'eau comme un bien marchand, et a établi les priorités, à savoir: l'eau et l'assainissement; la gestion des eaux partagées; la conservation des écosystèmes; l'égalité des sexes; et l'utilisation efficace de l'eau.

2EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 2ème Forum mondial de l'eau s'est déroulé à la Haye, Pays-Bas, en mars 2000. La Déclaration ministérielle a défini les principaux défis pour l'avenir, notamment: la satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'eau; la sauvegarde de l'approvisionnement alimentaire; la protection des écosystèmes; le partage des ressources en eau; la gestion des risques; la valorisation de l'eau et la gouvernance raisonnable de cette ressource. Dans cette déclaration, les ministres ont convenu d'examiner sur une base régulière, les progrès accomplis pour relever ces défis, et de fournir un soutien au système des Nations Unies pour la réévaluation périodique de l'état des ressources en eau douce.

SOMMET DU MILLENAIRE DES NATIONS UNIES: Au Sommet du Millénaire des Nations Unies tenu au siège des Nations Unies à New York en septembre 2000, les dirigeants de la planète ont adopté la Déclaration du Millénaire qui comprend huit Objectifs de développement du millénaire (ODM) et 18 cibles, dont la cible consistant à réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau potable.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EAU DOUCE: La Conférence internationale sur l'eau douce s'est tenue à Bonn, Allemagne, en décembre 2001, dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD). Cette Conférence a discuté de: l'accès équitable à l'eau et l'approvisionnement durable en eau pour les pauvres; les stratégies pour la gestion durable et équitable des ressources en eau; l'intégration de perspectives sexospécifiques; et la mobilisation de ressources financières pour les infrastructures de l'eau.

SMDD: Lors du Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg, Afrique du Sud en août-septembre 2002, les dirigeants de la planète sont allés plus loin dans la cible des ODM sur l'eau potable en acceptant de réduire de moitié avant 2015, le nombre de personnes ne disposant pas d'un système adéquat d'assainissement. Parmi les autres cibles liées à l'eau, fixées dans le Plan d'application de Johannesburg, il convient d'inclure: l'engagement de développer une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la mise en place des plans d'efficacité de l'eau, avant 2005. Les gouvernements, les organismes de prêt et les organisations internationales ont également lancé plusieurs partenariats volontaires et initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

3EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Lors du 3ème Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Kyoto, Osaka et Shiga, au Japon en mars 2003, les ministres ont adopté une déclaration soulignant le rôle de l'eau en tant que moteur du développement durable. Ils ont également lancé le Portefeuille d'actions de l'eau, un inventaire de plus de 3000 actions locales relatives à cette ressource vitale. Le rapport intitulé «Financer l'eau pour tous», élaboré par un Groupe de haut niveau présidé par Michel Camdessus, ancien Directeur général du Fonds monétaire international, a également été présenté, ce qui a conduit à la mise en place du Groupe de travail intersessions sur «Financer l'eau pour tous».

29ÈME SOMMET DU G-8: À leur sommet annuel tenu à Évian, France, en juin 2003, les dirigeants du Groupe des huit pays les plus industrialisés (G-8) ont adopté le Plan d'action sur l'eau pour contribuer à la réalisation des cibles des ODM et du SMDD, consistant à réduire de moitié avant 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau propre et à l'assainissement. Dans ce plan d'action, les dirigeants du G-8 ont pris l'engagement de: promouvoir la bonne gouvernance; tirer parti de toutes les ressources financières; doter les autorités et les communautés locales des moyens pour construire les infrastructures; renforcer la surveillance, l'évaluation et la recherche; et renforcer l'engagement des organisations internationales.

12ÈME et 13ÈME SESSIONS DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CSD-12 et CSD-13): À ses 12ème et 13ème sessions tenues à New York en avril 2004 et en avril 2005 respectivement, la Commission sur le développement durable (CSD) s'est concentrée sur les politiques et les options visant à accélérer la mise en œuvre des engagements internationaux dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. La section sur l'eau dans le document final de la CSD-13 demande entre autres: d'accélérer la réalisation des cibles 2015 d'accès à l'eau des ODM et du SMDD, en augmentant les ressources et en utilisant toute la gamme d'instruments politiques tels que la réglementation, les outils axés sur le marché, le recouvrement des coûts, les subventions ciblées pour les pauvres et les incitatifs économiques pour les petits producteurs; l'amélioration de la gestion de la demande en eau et des ressources, en particulier dans le domaine de l'agriculture; et l'accélération de la fourniture de l'assistance technique et financière aux pays qui ont besoin d'aide pour atteindre l'objectif 2015 de la GIRE.

DÉCENNIE INTERNATIONALE 2005-2015 D'ACTION «L'EAU, SOURCE DE VIE»: Organisée par les Nations Unies, la Décennie internationale d'action «l'eau, source de vie» se concentre sur la mise en œuvre des programmes et des projets liés à l'eau, et sur le renforcement de la coopération sur les questions de l'eau à tous les niveaux. Les priorités comprennent: l'accès à l'assainissement; la prévention des catastrophes; la pollution; les questions des eaux transfrontalières; l'eau, l'assainissement et les questions liées aux sexes; le renforcement des capacités; le financement; et la GIRE. Pour la décennie, l'Afrique a été identifiée comme une région d'action prioritaire.

4EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 4ème Forum mondial de l'eau s'est tenu à Mexico, Mexique en mars 2006. Dans leur Déclaration, les ministres ont souligné la nécessité d'inclure l'eau et l'assainissement comme priorités dans les processus nationaux, en particulier, les stratégies nationales de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Ils ont réaffirmé leur engagement à atteindre les objectifs convenus au plan international sur la GIRE, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, et souligné le rôle de soutien que les parlementaires et les autorités locales peuvent jouer à cet égard. La Déclaration a aussi reconnu l'importance des politiques nationales et internationales de renforcement des capacités, et de la coopération dans l'atténuation des catastrophes dues à l'eau.

DÉVELOPPEMENTS DEPUIS LE 4EME FORUM MONDIAL DE L'EAU

PROCESSUS PRÉPARATOIRE DU 5EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Un certain nombre de réunions préparatoires se sont tenues avant le 5ème Forum mondial de l'eau, notamment, des rencontres visant à faire avancer les processus thématiques, politiques et régionaux du Forum. L'Alliance des femmes turques pour l'eau s'est réunie à deux reprises pour définir leur rôle dans ce Forum.

Réunions du processus thématique: Plusieurs réunions multipartites ont été organisées pour déterminer les thèmes, les sujets et les sessions qui guideront les discussions au cours du Forum.

Réunions du processus politique: Quatre réunions du Comité préparatoire se sont tenues pour négocier le projet de Déclaration ministérielle et le Guide stratégique d'Istanbul pour l'eau. Le Guide est un document non contraignant qui doit servir à développer un plan d'action que les gouvernements nationaux et leurs partenaires peuvent utiliser pour traiter les questions de gestion des ressources en eau, de gouvernance et de financement. Les parlementaires se sont réunis à la Conférence préparatoire du processus parlementaire du 5ème Forum mondial de l'eau tenue à Strasbourg, France en novembre 2008, pour préparer leur plan d'action pour le Forum. Les autorités locales se sont rencontrées à plusieurs reprises, notamment à la réunion des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) tenue à Istanbul, Turquie, en novembre 2008, pour rédiger le projet du Consensus d'Istanbul sur l'eau.

Réunions du processus régional: Les quatre régions du Forum (Afrique, Amériques, Asie Pacifique et Europe) et les trois sous-régions (à l'intérieur et autour de la Turquie,

Méditerranée et Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pays arabes) ont tenu des réunions pour préparer le Forum et déterminer leurs contributions au projet de Déclaration ministérielle.

2008, ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ASSAINISSEMENT: Organisée par les Nations Unies, l'objectif de l'Année internationale de l'assainissement était de sensibiliser et d'accélérer l'évolution vers la réalisation de la cible des ODM sur l'assainissement. Le Plan d'action pour l'année comprenait des activités de sensibilisation, la diffusion et la mise à jour des publications, la surveillance de l'accès et des engagements, l'accélération de la mise en œuvre, le renforcement des capacités, l'évaluation des coûts et des bénéfices.

16ÈME SESSION DE LA CSD: Tenue à New York en juin 2008, la CSD-16 a procédé à une étude sur la mise en œuvre des décisions de la CSD-13 des Nations Unies relatives à l'eau et à l'assainissement. Les délégués ont constaté que: selon les tendances actuelles, l'Afrique ne pourra pas atteindre, avant 2076, les cibles des ODM sur l'eau et l'assainissement; la mise en œuvre de la décision de la CSD-13 des Nations Unies relative à la GIRE a été lente; par ailleurs, les indicateurs pour la surveillance des changements chez les pauvres notamment, ne sont pas disponibles. Les délégués ont demandé instamment: des investissements pour améliorer et entretenir les infrastructures, le renforcement des capacités, et la promotion de la bonne gouvernance; l'intégration de la gestion des eaux transfrontalières; et la prise en compte de l'importance vitale de l'assistance financière, particulièrement pour l'Afrique

34ÈME SOMMET ANNUEL DU G-8: À leur Sommet tenu à Toyoko, Japon, en juillet 2008, les dirigeants des pays du G-8 ont accepté d'intensifier leurs efforts pour la mise en œuvre du Plan d'action d'Évian sur l'eau qu'ils évalueront avant le prochain sommet du G-8 en 2009. Ils ont également accepté de promouvoir la GIRE et «la bonne gouvernance de l'eau», avec un accent particulier sur l'Afrique sub-saharienne, et dans la région Asie Pacifique, à travers notamment le renforcement des organismes de bassins transfrontaliers; le partage, avec les pays en développement, d'expertise et de technologies liées à l'eau; et le soutien au renforcement des capacités en ce qui a trait aux initiatives liées à l'eau, la collecte et l'utilisation des données, et l'adaptation au changement climatique.

«LA PAIX PAR L'EAU»: Réunie au Parlement européen, Bruxelles, Belgique en février 2009 à l'initiative de l'ancien dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev, et organisée conjointement par le Forum politique mondial, les Groupes parlementaires européens et l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau, cette conférence a demandé que les questions relatives à l'eau soient incluses dans tout accord qui succédera au Protocole de Kyoto sur le changement climatique. Les participants ont proposé un Mémoire pour un Protocole mondial sur l'eau concentré sur la prévention des conflits, la promotion du droit à l'eau pour tous, et la sauvegarde du patrimoine mondial de l'eau pour les générations futures.

1ER FORUM MINISTÉRIEL DU G-77 SUR L'EAU: Dans leur Déclaration de Muscat, les ministres du G-77 participant à cette réunion à Muscat, Oman, en février 2009, ont entre autres: souligné la nécessité d'améliorer les échanges sud-sud du savoir scientifique et technologique; demandé au système des Nations Unies de jouer un rôle de premier plan dans le soutien à une recherche pertinente; souligné la capacité de la biotechnologie à lutter contre la pauvreté; et souligné aussi la nécessité d'une meilleure compréhension de cette technologie. Ils ont convenu de se réunir annuellement, si nécessaire.

1ÈRE RÉUNION CONJOINTE DU RÉSEAU DES FEMMES MINISTRES ET CHEFS DE FILE DE L'ENVIRONNEMENT (NWMLE): Tenue à Nairobi, Kenya en février 2009, cette réunion conjointe de la NWMLE et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a discuté des questions figurant également à l'ordre du jour de la 25ème session du Conseil d'administration du PNUE/ Forum ministériel mondial sur l'environnement. Pour ce qui est de l'eau, les participants ont recommandé: que soit reconnu le rôle clé des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et

la préservation de l'eau et des ressources environnementales; que les politiques et les stratégies relatives à l'eau et à la gestion environnementale respectent les différences entre les sexes; qu'une attention particulière soit accordée à la collecte des données liées aux sexes et ventilées par sexe, et que soient élaborés des indicateurs sexospécifiques pour le suivi de la mise en œuvre des politiques multilatérales et nationales.

RAPPORT DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU

OUVERTURE DU FORUM

ALLOCUTIONS

D'OUVERTURE: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum de l'eau, a ouvert le Forum le 16 mars. Il a déclaré que ce forum constitue la tribune où examiner la question urgente d'une utilisation efficace de l'eau et débattre de la gestion de l'eau locale, du développement économique et humain, et des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau (CME) a souligné l'urgence de la tâche d'assurer l'accès à l'eau. Il a mis l'accent sur l'importance de la volonté politique dans le partage harmonieux de l'eau, de la gestion efficace de l'eau, de la protection des pauvres et de l'eau virtuelle.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, a souhaité aux participants la bienvenue dans sa ville. Il a déclaré que les villes sont de grandes consommatrices des ressources en eau et que les autorités locales ont l'obligation de protéger les ressources naturelles et de garantir la sécurité à long terme de cette ressource.

Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a souligné que la paix et la stabilité ne peuvent être atteintes que grâce à une répartition juste des ressources en eau. Il a déclaré que l'objectif du Forum est d'assurer la fourniture d'une «eau de bonne qualité pour tous». Soulignant que l'eau est indispensable pour le développement, il a rappelé la nécessité de disposer des grandes infrastructures pour la réalisation de la sécurité de l'eau en Turquie, et de se pencher sur la question de la sécheresse, particulièrement en Afrique.

José Luis Luege Tamargo, Directeur général de la Commission nationale de l'eau du Mexique a, au nom du Président Felipe Calderón du Mexique, parlé des projets de gestion de l'eau, du changement climatique et des projets d'infrastructure lancés lors du 4ème Forum mondial de l'eau tenu à Mexico.

Le Sous-secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang, au nom du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, a souligné le rôle du Forum mondial de l'eau dans la facilitation du dialogue entre la société civile et la communauté



Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau



Sha Zukang, Sous-secrétaire général des Nations Unies



G-D: Albert II, Prince de Monaco; Abdullah Gül, Président de la République de Turquie; et Emomali Rakhmon, Président du Tadjikistan

des décideurs politiques. Il a recommandé de centrer les discussions sur quatre domaines d'action stratégique, à savoir: souligner les liens entre l'eau et le changement climatique; améliorer et financer le renforcement des capacités des individus et des institutions; accroître les capacités d'adaptation à travers la réduction des risques de désastre et reconnaître l'importance de la coopération en matière de gestion des eaux transfrontalières.

Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc, a situé le Forum dans un contexte plus large, notant qu'il se tient à la suite de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale organisée en 2008, et précède les négociations des Nations Unies de 2009 sur un régime climatique de l'après 2012, avant d'ajouter que ce Forum intervient dans le contexte d'une crise financière internationale.

Naruhito, Prince héritier du Japon, a parlé des sommets et des dialogues régionaux de niveau ministériel comme étant des opportunités de consolider la collaboration. Il a attiré l'attention sur la nécessité de financer le secteur de l'eau, le lien entre l'eau et le changement climatique, la nécessité de résoudre les problèmes liés à l'eau pour réaliser les objectifs des ODM, et le rôle de l'ONU-Eau dans la surveillance et dans le renforcement des capacités.

A propos du thème «surmonter les divergences, pour l'eau», Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, a quant à lui déclaré que le Forum offre l'opportunité d'aller au-delà des efforts de coopération entrepris dans le passé pour améliorer la gestion de l'eau. Il a ajouté que les questions liées à l'eau sont des questions non seulement techniques, mais également politiques.

Pour clore la session plénière, des enfants de 21 pays sont par la suite montés sur la scène pour symboliser la coopération culturelle. Un concert a été par la suite donné par l'Orchestre philharmonique de Tekfen, composé de musiciens venant de 23 pays de la région Caspienne et de la Méditerranée orientale.

PRIX DU PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE POUR L'EAU: Irfan Aker, du Conseil des gouverneurs du Conseil mondial de l'eau, au nom du Premier Ministre de Turquie, a remis le Prix du Premier Ministre turc pour l'eau, qui honore les représentants



Les enfants livrent des messages aux participants, lors de la cérémonie d'ouverture

des médias qui se sont distingués par leur couverture des questions nationales et internationales relatives à l'eau. Le prix international a été remis à Alison Bartle, d'Agua-Media International. Des prix nationaux ont été remis à Özgür Coban (Agence anatolienne), Özgür Yildirim (Canal 24), et Gurhan Savgi (Journal quotidien Zaman), et au Programme Yesil Ekren sur NTV (reçu par Erman Yerdelen).

GRAND PRIX MONDIAL DU ROI HASSAN II POUR L'EAU: Le Premier Ministre El Fassi a présenté le Troisième Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau, récompensant la coopération et la solidarité dans les domaines de la gestion et du développement des ressources en eau. Abdelkébir Zahoud, Secrétaire d'État marocain chargé de l'environnement et de l'eau, a remis ce prix à Abdulatif Yousef Al-Hamad, Directeur général du Fonds arabe pour le développement social et économique.

PRESENTATION DU RAPPORT MONDIAL SUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

Le lundi après-midi, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Koïchiro Matsuura, a présenté le Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR-3), intitulé, «L'eau dans un monde en mutation». Il a présenté les messages clés du rapport pour faire face aux défis à venir, notamment la nécessité:

- d'associer les spécialistes en matière d'eau à la prise des décisions;
 - de reconnaître l'impact, sur l'utilisation de l'eau, des efforts entrepris dans le secteur de l'énergie pour répondre au changement climatique;
 - de surveiller et d'évaluer la bonne gestion de l'eau; et
 - de renforcer les capacités dans les pays en développement.
- Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, a déclaré que le Rapport aidera les décideurs dans l'application, à la gestion de l'eau, des approches et des technologies les plus avancées. Narcio Rodrigues da Silveira, Vice-président du Brésil, a proposé la création immédiate d'un «Parlement mondial sur l'eau» pour répondre aux défis. Des décideurs nationaux et locaux, des représentants, des organisations de développement et des organisations affiliées du système des Nations Unies ainsi que d'autres orateurs, ont bien accueilli le WWDR-3 qu'ils considèrent comme un outil de travail indispensable pour une gestion durable des ressources en eau. Ils ont souligné le changement de paradigme du rapport qui passe d'un focus spécifique à l'eau à un qui traite des paramètres externes de l'utilisation des ressources en eau, et ont encouragé la collaboration entre les pays, les secteurs et les parties prenantes.

GROUPES DE HAUT NIVEAU

Cinq groupes de haut niveau se sont réunis entre mardi et vendredi pour débattre des thèmes suivants: l'eau et les catastrophes; le financement; l'alimentation et l'énergie; l'assainissement; et l'adaptation. Trois des cinq groupes sont présentés dans les lignes qui suivent.

EAU ET CATASTROPHES: Dans la matinée du mardi, le Prince héritier du Japon a prononcé un important discours pour présenter le Groupe de haut niveau sur l'Eau et les Catastrophes. Il a souligné la nécessité de tirer des leçons



G-D: Le Sous-secrétaire général des Nations Unies **Sha Zukang**; le Prince d'Orange **Willem-Alexander** des Pays-Bas; **Naruhito**, le Prince héritier du Japon; **Han Seung-soo**, le Premier ministre de Corée, et **Hong Soja**, son épouse

des expériences passées et de faire appel à la créativité et à la collaboration pour développer une vision de la gestion de l'eau.

Après l'ouverture de la session par trois orateurs, il y a eu deux séances de discussion de groupe modérées par Margareta Wahlström, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies pour les affaires humanitaires et Margaret Carson, présidente



Loïc Fauchon, Président du CME

du Conseil de l'agenda global du Forum économique mondial sur la sécurité de l'eau. Loïc Fauchon, président du CME, a lancé le débat en énumérant les «impératifs urgents» nécessaires pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, notamment: intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement. Han Seung-soo, Premier ministre de la république de Corée, a parlé de renforcer la résilience globale, notamment le partage des données hydrologiques et la mise en place de cadres juridiques et politiques appropriés. Le Sous-secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang, a loué les efforts déployés par les agences des Nations Unies pour aider les pays vulnérables à créer et à mettre en œuvre leurs plans nationaux sur les catastrophes.

republic de Corée, a parlé de renforcer la résilience globale, notamment le partage des données hydrologiques et la mise en place de cadres juridiques et politiques appropriés. Le Sous-secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang, a loué les efforts déployés par les agences des Nations Unies pour aider les pays vulnérables à créer et à mettre en œuvre leurs plans nationaux sur les catastrophes.



Han Seung-soo, le Premier ministre de la République de Corée

Dans les discussions de groupe, les participants ont indiqué que la capacité de réponse d'urgence et la prévention sont complémentaires. Ils ont souligné la nécessité de passer d'une approche réactive à une approche proactive et préventive dans la gestion des catastrophes, et ont procédé à la présentation des expériences par pays. A propos d'infrastructures, d'échange d'informations et de renforcement des capacités, les participants ont suggéré que: les barrages et les réservoirs constituent un «moyen efficace» pour réduire les effets de la sécheresse et des inondations; la prévision et les systèmes d'alerte précoce jouent un rôle important dans la prévention; la préparation organisationnelle, le renforcement des capacités et l'assistance financière, ainsi que les transferts des technologies sont essentiels pour les pays en développement.

Les participants ont également discuté entre autres: de l'établissement des priorités pour la communauté internationale; de l'éducation; des lois plus strictes sur le zonage; et du rôle de la Banque mondiale dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène.

FINANCEMENT: Le mardi, deux groupes ont discuté du financement du secteur de l'eau dans le contexte de la crise financière internationale dans une session présidée par Mehmet Şimşek, Ministre d'Etat de Turquie.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a déclaré que, les flux des liquidités pour l'aide, les recettes, les améliorations de capital et les programmes d'assistance aux groupes à faibles revenus dans le secteur de l'eau sont affectés par la crise financière. Le président Şimşek a suggéré qu'en dépit de l'accroissement de la pression sur le financement résultant de la crise économique, il est possible de trouver des mécanismes de financement susceptibles d'assurer l'eau et l'assainissement pour les plus vulnérables. Angel Gurría, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a recommandé une action immédiate pour encourager les gouvernements à incorporer les projets relatifs à l'eau dans les mesures d'incitation fiscale.

Les délégués se sont par la suite penchés sur le financement par secteur, et Alexander Müller de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné la nécessité des investissements dans l'eau pour l'agriculture. Il a énuméré les avantages de l'irrigation notamment:



G-D: Katherine Sierra, Banque mondiale; président Mehmet Şimşek, Ministre d'Etat, Turquie; Patrick Cairo, Suez Environnement; et Alexander Müller, FAO

l'augmentation des récoltes, la stabilisation du rendement, l'accroissement des revenus agricoles et la réduction de la pauvreté.

Les participants ont discuté de la multiplicité des sources de financement ainsi que des stratégies de celles-ci pour le secteur de l'eau. Le Prince d'Orange des Pays-Bas, président du Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies pour l'eau et l'assainissement (UNSGAB), a souligné le potentiel qu'auraient des marchés de la dette basés sur les devises locales, et d'une aide officielle au développement (AOD) ciblée. Simon Brooks, de la Banque européenne de développement (BED), a parlé de stratégies combinées de financement, et Kazushi Hashimoto de l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) a, quant à lui, suggéré la mobilisation des ressources financières locales et l'utilisation de l'AOD pour constituer les fonds privés. Les participants ont également discuté des investissements du secteur privé dans les infrastructures.

Le thème de l'efficacité de l'utilisation de l'eau a émergé des discussions. Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement (BAD), a déclaré que pour maintenir les gains générés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement, il faudrait mettre l'accent sur la gouvernance et l'efficacité; Katherine Sierra, de la Banque mondiale, a recommandé de relier l'eau et les initiatives relatives à l'efficacité énergétique. Les participants ont souligné la nécessité de prendre de nouveaux engagements pour les ODM, et le Sous Secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang a déclaré que la fourniture de l'eau et de l'assainissement est une «obligation morale».

ADAPTATION: Le vendredi, l'ouverture de la session par deux orateurs clés a été suivie par une discussion de groupe. Ger Bergkamp du CME, a déclaré que pour la communauté de l'eau, le terme «changement climatique» signifie «adaptation». Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a déclaré que son pays est déterminé à contribuer aux efforts mis en œuvre par la communauté internationale pour faire face au changement climatique.

Au cours de la discussion de groupe, Tineke Huizinga, Vice-ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Pays-Bas, a déclaré que l'adaptation est aussi importante que l'atténuation, tandis que Julia Marton-Lefèvre de l'UICN, a souligné l'importance des infrastructures naturelles telles que les aquifères et les bassins fluviaux, en plus des infrastructures construites telles que les barrages et les digues. Lindiwe Benedicta Hendricks, Ministre des affaires hydrauliques et de la foresterie d'Afrique du Sud, a mis l'accent sur les implications de l'ajustement de l'utilisation de l'eau à la quantité d'eau disponible, au lieu de centrer les efforts sur la gestion de l'approvisionnement.

Les participants ont examiné les liens entre l'eau, le changement climatique et l'énergie, et Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial de la France, a souligné la nécessité de se concentrer sur l'eau, tandis que Jan Dusík, premier Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque, a parlé de la nécessité de développer un cadre d'action sur l'adaptation, lors des négociations sur le changement climatique à Copenhague en décembre 2009. Roger Pulwarty, du National Oceanic and Atmospheric Association, Etats-Unis, a souligné que les processus d'apprentissage et de partage des connaissances doit être inclus dans le dialogue sur le changement climatique. Les participants ont appelé à une action concrète sur les projets relatifs à l'eau et à l'énergie, et



Danseurs sud-africains lors d'un spectacle au cours du Forum

ont souligné la nature multisectorielle de l'eau. Angela Cropper du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a expliqué que l'ONU-Eau avait été lancé pour lever ce défi.

A propos des coûts anticipés qui sont élevés, Eroğlu a plaidé pour le développement d'une structure financière pour l'adaptation. Pour ce qui est de l'établissement des priorités en matière de financement de l'adaptation, David Bresh de Swiss Re, a suggéré d'orienter les ressources vers la préparation de la prévention, les mécanismes de transfert des technologies et des risques. L'équilibre entre le financement en provenance des secteurs public et privé a été examiné et Bergkamp a observé que les discussions du Forum ont convergé vers la nécessité de renforcer le secteur public pour faciliter l'adaptation.

PROCESSUS THEMATIQUE

Le thème principal du 5ème Forum, «surmonter les divergences, pour l'eau», a été débattu du lundi au samedi dans six thèmes-cadres, à savoir: le changement global et la gestion des risques; la promotion du développement humain et des ODM; la gestion et la protection des ressources en eau; la gouvernance et la gestion; le financement; et le développement de l'éducation, de la connaissance et des capacités. Ces thèmes ont été subdivisés en 23 sujets qui ont été étudiés au cours de plus de 100 sessions thématiques. Le présent rapport énumère les sujets constituant chaque thème, et fournit un résumé d'une sélection de sessions réunies dans le cadre de chaque sujet.

OUVERTURE DU PROCESSUS THEMATIQUE

Les délégués des organisations ayant monté les six thèmes ont présenté le processus thématique. Sur le thème «changement global et gestion des risques», organisé par le Programme de coopération sur l'eau et le changement (CPWC), le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), Henk van Schaik de CPWC, a mis en relief le lien entre l'eau, le changement climatique, les catastrophes et les migrations. Sur le thème «développement humain et Objectifs de développement du millénaire», préparé par la FAO et ONU-Eau, Pasquale Steduto, président de l'ONU-Eau, a plaidé pour le renforcement des capacités nationales indispensables pour une action sur le terrain. Sur le thème «gestion et protection des ressources en eau», préparé par l'American Water Resources Association, la Direction générale des travaux hydrauliques publics de Turquie (DSI) et The Nature Conservancy (TNC), Karin Krchnak, de TNC, a souligné l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour répondre aux besoins humains et environnementaux.



G-D: Henk van Schaik, Programme de coopération sur l'eau et le climat; Pasquale Steduto, président de l'ONU-Eau/FAO; Karin Krchnak, The Nature Conservancy; Piers Cross, Water Research Commission; Mark Smith du Programme de l'eau de l'IUCN; Letitia Obeng du Partenariat mondial sur l'eau; Bert Diphoom de UN-HABITAT; et Doğan Altınbilek du 5ème Forum mondial de l'eau

Sur le thème «gouvernance et gestion» présenté par le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), Andre Dzikus de UN-HABITAT, a relevé que la crise de l'eau et de l'assainissement est une crise de gouvernance et de gestion, et non pas une crise de ressources. Sur le thème «Financement», préparé par la Banque mondiale, Abel Mejia de la Banque mondiale, a parlé des obstacles au financement durable, de l'établissement des prix des services de l'eau, et de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les pauvres. Sur le thème «éducation, connaissance et renforcement des capacités», préparé par l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Association culturelle des femmes turques (TURKKAD), András Szöllösi-Nagy, du Programme hydrologique international de l'UNESCO (UNESCO-IHP), a noté que le projet de Déclaration ministérielle du 5ème Forum est moins vigoureux que ce qui avait été prévu lors des réunions thématiques préparatoires.

Les participants ont souligné que les six thèmes du Forum doivent être traduits en processus ministériels et que le processus thématique devra développer des compréhensions communes sur des sujets essentiels, notamment le recouvrement des coûts et l'établissement des prix de l'eau.

THEME 1: CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES

Les délégués ont pris part aux sessions réunies sous ce thème, de mardi à jeudi. Le thème portait sur trois sujets. Les principales conclusions sur le sujet «adaptation au changement climatique» incluaient la nécessité: d'orienter les ressources nationales vers l'adaptation, de développer un cadre pour le financement de l'adaptation; d'impliquer le secteur privé dans la recherche des solutions; d'organiser des mécanismes pour surveiller l'utilisation du financement destiné à l'adaptation; de relier l'eau et l'adaptation, et de percevoir l'adaptation comme un «mode de vie». Ils ont convenu que l'eau doit être une priorité dans les discussions sur le changement climatique.

A propos du sujet «migration liée à l'eau, changement d'affectation des terres et établissements humains», les délégués ont souligné la nécessité d'identifier les causes originelles de la migration et de redéfinir les priorités des initiatives de développement rural. Ils ont marqué la distinction entre les migrations urbaines et rurales, les migrations nationales et internationales, déclarant que la migration est une forme d'adaptation et pas juste un échec à s'adapter. Il y a eu également un échange de points de vue sur l'eau comme une cause directe de la migration.

Sur les «dialogues considérés comme un processus efficace et interactif entre le gouvernement, la science et la société civile pour prévenir et réduire les catastrophes», les participants ont souligné la nécessité de changer de paradigme en passant de processus politiques réactifs aux processus proactifs. Ils ont également mis l'accent sur, l'importance de la responsabilité nationale et des systèmes d'alerte précoce efficaces.

Gestion des risques liés à l'eau dans un contexte de changement climatique: Les participants ont débattu de l'accroissement des catastrophes causées par le changement climatique, et certains ont relevé que les phénomènes extrêmes peuvent créer les conditions favorables à la catastrophe, mais que la catastrophe elle-même est causée par la réaction de l'homme à ces phénomènes extrêmes. Certains délégués ont préconisé de mettre un accent sur les impacts plutôt que sur les probabilités. Les participants ont débattu des moyens de réduire les dégâts et d'accroître la résilience, notamment: la mise en œuvre de la gestion intégrée des inondations; l'échange d'informations; l'inclusion de la météorologie urbaine dans les stratégies de planification urbaine; l'utilisation des technologies novatrices et non conventionnelles; «construire selon la nature»; l'édification d'infrastructures appropriées par l'incorporation des projections du changement climatique dans la conception; le développement d'une culture de réponse rapide; et l'organisation régulière d'évaluations des risques. Les autres considérations incluaient la création d'un centre international de résilience aux inondations pour la démonstration et le partage des innovations dans la gestion et la technologie, les moyens pour faire face à une inondation de bassin fluvial transfrontalier, et la nécessité de réduire la portée

des modèles du changement climatique. Les délégués ont souligné la nécessité d'insister en même temps sur la réduction des gaz à effet de serre et sur l'adaptation au changement climatique.

L'adaptation au changement climatique peut-elle être suffisamment financée?: Les délégués ont discuté de la nécessité de développer non seulement des sources et des mécanismes de financement nouveaux, mais aussi des projets bien conçus, et viables pour utiliser les fonds de manière efficace. Les orateurs ont souligné que les gouvernements doivent accorder la priorité aux investissements dans le secteur de l'eau, afin d'attirer le soutien de la communauté des donateurs.

Les participants ont discuté de la distinction entre l'adaptation et le développement et certains ont relevé que la confusion entre les deux a été un obstacle pour la conception et le financement des projets. D'autres ont relevé des similitudes dans les actions nécessaires pour lever ces deux défis.

À propos du financement, les participants se sont penchés sur les impacts de la crise financière sur le financement gouvernemental et ont appelé à un financement garanti à long terme et prévisible pour l'adaptation. Certains orateurs ont souligné que les évaluations traditionnelles des coûts-bénéfices et les approches techniques sont inadéquates pour traiter de l'adaptation au changement climatique. Des participants ont également discuté des préoccupations à propos de l'équité et du partage des charges.

Pour ce qui est de la planification de l'adaptation, une étude de cas effectuée aux Pays-Bas a présenté un modèle dans lequel le gouvernement national assure la gestion des investissements en infrastructures, les autorités régionales supervisent la maintenance et les infrastructures de petite envergure, tandis que les parties prenantes locales paient des taxes régionales d'eau pour soutenir les activités de gestion de l'eau. Un orateur a suggéré que des taxes ciblées pourraient constituer une source sûre de revenu pour les activités de gestion de l'eau et servir de caution pour les prêts bancaires.

De nombreux participants ont souligné la nécessité de diversifier la gamme d'outils et de pratiques de gestion disponibles pour traiter de l'adaptation. Les présentations régionales ont démontré la nécessité d'approches distinctes applicables à des lieux différents. Les participants se sont demandé si l'établissement d'un prix estimatif pour l'adaptation basé sur des données faibles, envoie le bon message aux décideurs. D'autres ont noté que, bien qu'il soit nécessaire d'améliorer les modèles actuels, il existe suffisamment de cibles «facilement réalisables» que l'on peut améliorer dans une première étape.

Gestion de l'eau pendant et après les catastrophes et les conflits: Les délégués ont relevé que les catastrophes sont caractérisées au départ par une intense couverture médiatique et une bonne volonté de la part des donateurs, mais qu'un fossé financier se creuse une fois que l'attention internationale faiblit. La session s'est concentrée sur la protection de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Palestine.

Les représentants de la Ligue des États arabes et de l'Autorité palestinienne ont souligné que l'eau est protégée par le droit humanitaire international, en tant qu'«objet civil indispensable à la survie de la population humaine». Shaddad Attili, Chef de l'Autorité palestinienne chargée de l'eau, a annoncé que l'Autorité palestinienne soutiendra la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau. Il a demandé instamment de recourir plutôt au droit international pour négocier le partage des ressources transfrontalières.



Participants à la session sur la gestion de l'eau pendant et après les catastrophes et les conflits. G-D: Takeshi Naruse, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA); Robert Mardini, du Comité international de la Croix rouge (CICR); Jon Martin Trondalen, du Centre pour les études environnementales et la gestion des ressources, Norvège; et Alain Boinet, de Solidarités, France.

Les participants ont déclaré que le secteur de l'eau dans les Territoires palestiniens se trouve dans un «désarroi total», mais que cet état des choses est dû beaucoup plus à la situation politique qu'à un manque de fonds ou de capacités. Des participants représentant plusieurs agences de développement ont mis en relief la difficulté à négocier avec Israël pour transférer les matériaux et la main d'œuvre dans la bande de Gaza. Alors que certains ont suggéré que le dessalement pourrait atténuer les problèmes d'accès à l'eau en Palestine, d'autres ont rétorqué que cette solution technologique ne tient pas compte du fait que l'eau souterraine est disponible, mais que son accès n'est pas équitable.

THEME 2: LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM

Les délégués ont pris part aux sessions organisées sous ce thème du mercredi au samedi, et ont débattu de quatre sujets. Sur «assurer l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) pour tous», ils ont souligné la nécessité de promouvoir l'assainissement et de collaborer sur la surveillance aux niveaux national et infra-national; la réforme des services publics; et l'éducation sur WASH dans les écoles.

À propos de «l'eau pour l'énergie, l'énergie pour l'eau», les délégués se sont penchés sur les liens entre l'eau, l'énergie et le climat. Ils ont débattu de la question du financement par rapport à la technologie pour améliorer l'accès à l'eau. À propos de «l'eau et l'alimentation pour éradiquer la pauvreté et la famine», les délégués ont demandé de meilleurs mécanismes de micro-finance, des approches intégrées aux problèmes de l'alimentation et de l'énergie, et le développement des marchés locaux. Ils ont convenu que les agriculteurs font «partie de la solution et non pas du problème».

Sur les «utilisations et les fonctions multiples des services de l'eau (MUFS)», les participants ont défini les MUFS comme étant un processus à travers lequel la même eau est utilisée pour des usages, des fonctions et des services différents dans un système donné. Ils ont souligné que les MUFS peuvent servir un marché d'un milliard de personnes avec des bénéfices potentiels énormes en termes d'investissement et de réduction de la pauvreté.

Comment une meilleure gestion de l'eau peut-elle réduire la pauvreté et la faim?: Les délégués ont discuté de la pauvreté et de la faim dans le contexte de la crise alimentaire qui à leur avis, constitue un obstacle à la réalisation des ODM. Certains participants ont déploré qu'en dépit de représenter l'utilisatrice principale de l'eau, l'agriculture est restée sur la touche pendant ce Forum.

Les délégués ont mis l'accent sur les défis qui se posent à la production alimentaire, à savoir: la croissance démographique, les catastrophes naturelles et l'utilisation des produits agricoles pour les biocarburants. Ils ont également souligné la nécessité d'une coopération internationale et d'une rationalisation du commerce alimentaire international.

Pour répondre à la demande alimentaire croissante, les délégués ont discuté de la nécessité: des solutions à court et à long terme; de l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données; de l'amélioration des liens entre les secteurs liés à l'eau, du passage de la GIRE à la gestion intégrée des ressources; et de l'implication des femmes dans la gestion de l'eau et dans les processus de prise de décision. Ils ont convenu que les agriculteurs doivent avoir accès au crédit et aux marchés.

Les participants ont discuté également: du régime foncier et des droits relatifs à l'eau; de la manière de se préparer à une augmentation des prix des denrées; du lien entre le pétrole et les prix des aliments; ainsi que de la menace que font peser sur la production alimentaire, la dégradation des terres et la sécheresse. Un participant a relevé que le droit à l'eau, bien que déjà reconnu, n'a pas été étendu à la protection du droit à l'eau pour l'alimentation.

THEME 3: GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU

Le vendredi et le samedi, les délégués ont participé aux sessions sur quatre sujets. Sur «gestion de bassin et coopération transfrontalière», certains ont recommandé la nécessité de passer d'une gestion de l'eau à une gestion de l'écosystème et ont proposé que le concept d'hydro-solidarité puisse devenir

une nouvelle structure organisationnelle pour toute action. Ils ont également souligné que les questions liées à l'eau doivent être traitées dans un langage compréhensible tant pour les décideurs que pour les parties prenantes.

Sur «assurer des ressources en eau et des infrastructures de stockage adéquates pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbains», les délégués ont parlé des liens positifs entre les grandes infrastructures d'eau et le développement économique et social. Sur «préserver les écosystèmes naturels: écosystèmes pour l'eau et la vie», les participants ont convenu que la connaissance et l'éducation constituent des préalables pour réaliser les objectifs de conservation. Sur «gérer et protéger les eaux de surface, les eaux souterraines et les eaux de pluie», les délégués ont souligné la nécessité de renforcer les liens entre les décideurs et les techniciens.

Assurer des ressources en eau et des infrastructures de stockage adéquates pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbains nécessaires au développement durable:

Les délégués ont entendu des présentations sur plusieurs stratégies nationales de développement des infrastructures pour répondre aux besoins en eau. La discussion a été centrée sur l'approvisionnement par rapport aux besoins. Certains participants ont souligné l'importance des barrages et des réservoirs pour répondre à la demande en eau et ont insisté sur le fait que les avantages et les impacts environnementaux et sociaux des projets doivent être équilibrés. Les délégués ont également recommandé: le dessalement; les transferts interbassins et les barrages; ainsi que l'utilisation des eaux souterraines; et l'efficacité des systèmes d'irrigation.

D'autres participants ont souligné qu'habituellement, l'on construit des barrages pour répondre à la demande en eau croissante, mais qu'à l'avenir les approches devront inclure: la gestion de la demande en eau; la réutilisation de l'eau; les approches intégrées de planification qui tiennent compte de la quantité et de la qualité de l'eau dans le cadre de la santé de l'écosystème. Ils ont également souligné la nécessité d'améliorer les cadres financiers pour le développement des infrastructures.

Quels sont les outils opérationnels favorables à une coopération transfrontalière et à une bonne gestion de bassin?:

Après une série de présentations régionales, les participants se sont penchés sur un certain nombre de questions liées à la coopération transfrontalière, notamment: le rôle des tierces parties dans les conflits internationaux; le rôle des organismes internationaux de bassins dans la fourniture de l'aide pour l'harmonisation infranationale de la gouvernance; la nécessité de favoriser l'accès aux avantages de l'eau plutôt qu'à l'eau elle-même; la création des méthodes normalisées d'évaluation et des bases de données partagées; la valeur des mesures progressives de renforcement de la confiance pour surmonter les méfiances; les mécanismes de résolution des conflits; et l'inventaire des problèmes potentiels liés aux eaux transfrontalières.

Les participants ont également discuté de la question de savoir s'il existe une différence entre les voies d'eau «internationales» et les voies d'eau «transfrontalières». Des délégués de la Turquie ont souligné la nécessité d'une gestion raisonnable et rationnelle des fleuves Tigre et Euphrate, mais ont noté que malgré leur volonté de coopérer, les



Hasan Akyar, DSI, Turquie, au cours de la session sur la Nécessité d'améliorer la gestion et de protéger les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux de ruissèlement et les eaux de pluie

«ingérences dans leurs affaires» les mettent dans une situation inconfortable. Ils ont déclaré que la construction des barrages en Turquie n'affectera pas les voisins en amont et qu'elle se poursuivra, même si les prêts des institutions financières internationales ne vont pas être accordés.

Pouvons-nous surmonter les divergences entre les différents utilisateurs dont la vie dépend des ressources en eau communes, et comment devons nous procéder pour y arriver?:

Les délégués ont discuté de l'importance de la participation des parties prenantes dans la gestion de bassin, ainsi que de la coopération transfrontalière relative sur l'eau; et ont souligné les défis suivants: la motivation pour participer; le manque de connaissances diplomatiques relatives aux questions de l'eau; et le manque de modélisation pour faciliter une compréhension commune. Certains ont relevé la nécessité des approches à l'échelle du bassin sont nécessaires.

Il y a eu un long débat sur la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau. Certains participants ont déclaré que cette Convention doit servir comme base du droit international sur les eaux transfrontalières et ont appelé à la création, par le Secrétaire général des Nations Unies, d'un organe intérimaire pour promouvoir sa ratification. D'autres ont estimé que la Convention doit être révisée et mise à jour avant sa ratification, afin de refléter les préoccupations environnementales émergentes et la nécessité d'un développement durable.

Nécessité d'améliorer la gestion et la protection des eaux de surface, des eaux souterraines, des eaux de ruissèlement et des eaux de pluie:

Les participants se sont accordés sur la nécessité de la GIRE, mais pas sur la signification de ce terme. Ils ont convenu de la nécessité: d'une gestion holistique de tous les types de ressources en eau; d'utiliser une gestion adaptative; de la mise en œuvre de cadres politiques propices; de former le public sur les effets de ses comportements relatifs à l'utilisation de l'eau; et d'assurer une participation à tous les niveaux et à toutes les phases de la GIRE.

Les participants ont centré la discussion sur les problèmes liés à l'eau souterraine, et ont relevé que cette ressource se comporte de manière différente par rapport aux autres sources d'eau. Le fait qu'elle n'exige pas de grandes infrastructures l'expose à une exploitation abusive, situation qui nécessite de nouvelles formes de gouvernance; et cet état de choses n'est pas bien compris par les politiques et les décideurs. Ils ont également débattu du défi que pose la gestion transfrontière des ressources souterraines et de la nécessité de protéger les eaux souterraines non renouvelables, en particulier dans le contexte du changement climatique.

THEME 4: GOUVERNANCE ET GESTION

Les délégués ont pris part aux sessions sur ce thème du lundi au jeudi. Les sujets à débattre étaient les suivants: «mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement à travers l'amélioration de l'accès»; «arrangements institutionnels et approches juridiques pour une gestion efficace de l'eau»; «éthique, transparence et autonomisation des parties prenantes»; et «optimisation du rôle des secteurs public et privé dans la fourniture des services d'eau urbains».



G-D: Jean-Yves Grosclaude de l'Agence française de développement (AFD), et le co-président Shamy Puri, de l'Association internationale des Hydrogéologues, au cours de la session sur Quels sont les outils opérationnels favorables à une coopération transfrontalière et à une bonne gestion de bassin?



Les enfants au cours du Forum

Les sujets examinés autour de ce thème incluaient: mettre en application le droit à l'hygiène; optimiser et améliorer les services d'eau: réglementation et transparence comme problématiques clés du secteur de l'eau; mise en place d'un secteur de l'eau résistant à la corruption; et opportunités, tendances, expérience, et options politiques pour la création d'un espace dynamique de marché.

Du droit à la réalité - bonnes pratiques de gouvernance pour la mise en œuvre du droit humain à l'eau et à l'assainissement:

Les représentants des gouvernements, des services et des autorités de l'eau, des agences de développement, et d'autres secteurs ont débattu du rôle du gouvernement dans la reconnaissance et la mise en œuvre du droit humain à l'eau. Ils ont entendu une présentation sur le mandat de l'Expert indépendant des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement visant à faire progresser le dialogue sur l'eau et l'assainissement. Certains ont relevé qu'une base juridique constitue un préalable pour jouir des avantages que confère le droit à l'eau et à l'assainissement.

Des participants ont fait des présentations sur l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les établissements humains informels et les taudis, et ont insisté sur l'instauration des prix abordables. Pour ce qui est de l'établissement des prix, la Zambie et le Kenya ont fait des exposés sur leur expérience, et une proposition sur un index pour le calcul de prix accessibles de l'eau a été débattue. Les délégués ont également examiné les inconvénients et les avantages de la privatisation de l'eau, les efforts publics de promotion et le droit sur les eaux transfrontalières. Parmi les recommandations à inclure dans les conclusions du Forum, certains ont souligné la nécessité pour la Déclaration ministérielle de refléter le droit à l'eau comme un droit humain, tandis que d'autres ont recommandé l'élaboration d'une déclaration complémentaire qui exprime la nécessité de reconnaître le droit à l'eau comme une exigence minimale.

Droit à l'eau dans les situations d'urgence - rester sur le principe ou devenir pratique?: Les participants ont examiné le cadre juridique pour le droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la manière dont ce droit s'applique dans les situations d'urgence, et peut être mis en pratique. Ils ont débattu du rôle du droit international humanitaire et de la loi sur les droits humains pour ce qui est du respect du droit à l'eau dans les situations d'urgence, y compris les cas de conflits armés et de catastrophes naturelles.

Des participants ont présenté un aperçu d'un projet WASH dirigé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) relatif au droit à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence, et ont souligné les défis pour l'engagement communautaire dans les situations d'urgence. Ils ont également fait une présentation sur l'accès à l'eau et sur les droits en Haïti et en Palestine, et déclaré que le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR) constitue un point de départ utile pour des discussions sur les droits humains à l'eau.

Les délégués ont parlé des dégâts causés sur les infrastructures de l'eau et de l'assainissement pendant les conflits. Un délégué a déclaré que la priorité à un accès

équitable et raisonnable, et non pas aux besoins minima en eau constitue un impératif pour un approvisionnement en eau adéquat pour le développement durable. Les participants ont également débattu de la nécessité: de tenir compte de l'eau destinée à la production alimentaire lors de l'établissement des besoins minima en eau; d'établir les définitions des «urgences», particulièrement dans le contexte des urgences récurrentes ou prolongées; de relier les réponses d'urgence aux activités de développement à long terme; et de reconnaître le droit à l'eau dans la Déclaration ministérielle.

THEME 5: FINANCEMENT

Les délégués se sont réunis pour débattre de ce thème le mercredi et le jeudi. Le thème comportait trois sujets: «financement durable»; «stratégies d'établissement des prix comme outil pour un secteur de l'eau durable»; et «réglementation favorable aux pauvres». Les sessions tenues sous ces titres incluaient: débloquer la demande de financement; comment promouvoir la «bancabilité» du secteur; services d'eau et d'assainissement abordables et durables: le rôle des tarifs et autres instruments; et la micro finance.

Fixation des prix des services de l'eau – questions de procédure: surmonter les conflits, construire le dialogue:

Cette session avait pour objectif de trouver des stratégies pour passer d'un paradigme de recouvrement intégral des coûts basés sur les tarifs, à une structure de recouvrement durable des coûts impliquant de multiples mécanismes de fixation des prix. Les participants ont insisté sur la nécessité d'une diversité des sources de financement pour les services de l'eau, et ont souligné le concept «3T» de «tarifs, taxes et transferts». Cependant, certains ont suggéré que le recouvrement des coûts ne conduit pas nécessairement à une plus grande efficacité de la fourniture des services et de l'utilisation des ressources.

Lors de l'élaboration des options de tarification, les participants ont tenu compte des groupes vulnérables. Ils se sont également penchés sur les dilemmes posés par le dialogue sur la fixation des prix tels que les défis consistant à satisfaire les grandes attentes du public, à respecter les obligations de service, et à augmenter les tarifs pour financer le secteur dans des zones où la clientèle de base est à prédominance pauvre. Ils ont suggéré comme solutions possibles, des mécanismes tels que la fourniture des services prévisibles et de haute qualité, et la surveillance des tendances des revenus pour déterminer le «coûts d'adaptation» des consommateurs pauvres.

A propos de mettre en place des processus transparents, informés et participatifs, les délégués ont suggéré que les décideurs doivent partager le pouvoir de décision lors des choix des politiques, et ont recommandé des mesures pour réduire les inégalités dans l'information et les capacités. Ils ont également examiné entre autres: les mécanismes de recouvrement des coûts de l'utilisation de l'eau dans le secteur agricole; la définition des critères de fixation des prix; et les coûts cachés de la mise en place des partenariats publics-privés.

THEME 6: ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Les délégués ont pris part aux sessions organisées sous ce thème le vendredi et le samedi, et ont examiné cinq sujets. Sur le sujet «éducation, connaissance et stratégies de développement des capacités», les délégués ont mis en relief



Participants à la session sur éducation, connaissance et développement des capacités. G-D: Elif Erhan de Turkish Water Culture Association; Richard Meganck, UNESCO; Lidia Brito, UNESCO; et Kalanithy Vairavamoorthy de l'Université de Birmingham.

la nécessité: d'inclure l'eau dans les programmes d'éducation; de tenir compte des questions sexo-spécifiques; d'effectuer des évaluations des besoins locaux; et d'incorporer les moyens non traditionnels de communication et de développement des capacités. Sur le sujet «eau, science et technologie: solutions appropriées et novatrices pour le 21ème siècle», ils ont encouragé le développement et la promotion des nouvelles technologies. Sur «utiliser les atouts des associations et des réseaux professionnels pour réaliser les ODM», les délégués ont parlé de la nécessité de réduire les écarts entre les organismes de développement et les réseaux des professionnels.

Sur «des données pour tous», les participants ont proposé la mise en place d'une structure intégrée et holistique qui traite des facteurs économiques, juridiques et institutionnels de la collecte et de la gestion des données. Sur «l'eau et la culture», ils ont mis l'accent sur la nécessité d'éduquer aussi les éducateurs, et sur l'importance des connaissances des aînés.

Développement des capacités institutionnelles: parvenir à une allocation équitable de l'eau: Les discussions ont porté sur six thèmes, à savoir: définitions de répartition équitable; intégration dans la législation, des connaissances traditionnelles et des droits traditionnels relatifs à l'eau; renforcement de la réglementation et mise en application de la législation; élaboration d'une combinaison efficace de réglementations gouvernementales et de mécanismes de marché pour promouvoir l'accès à l'eau; développement d'instruments de mesure des demandes en eau; et création de plate formes de partage des connaissances pour le développement des capacités institutionnelles.

Les participants ont débattu entre autres: des catalyseurs et des obstacles dans la mise en place d'une allocation équitable de l'eau; des cadres politiques et juridiques; et des activités de développement des capacités nécessaires pour soutenir le développement de ces institutions. Ils ont souligné l'imputabilité institutionnelle, la participation des femmes à la prise de décisions, l'évaluation des ressources en eau disponibles et de la demande, ainsi que le développement de lois et d'institutions transparentes sur l'eau, considérés comme éléments nécessaires du renforcement des capacités pour une répartition équitable de l'eau.

Écoles et éducation sur l'eau: construire des passerelles pour les générations futures: Les délégués ont présenté l'éducation sur l'eau comme un outil de la gestion de l'eau et ont mis en relief l'importance des programmes interdisciplinaires et des actions basées sur la communauté. Les orateurs ont donné un aperçu des initiatives et des projets liés à l'éducation, avec un accent sur les outils qui sont interactifs, adaptables, contemporains et axés sur les solutions. Ils ont examiné les obstacles à une éducation efficace sur l'eau, notamment la faible valeur économique attribuée à l'eau, l'absence d'investissements dans la sécurité de l'eau, et le niveau faible de l'engagement des éducateurs pour l'enseignement de la gestion de l'eau. Les stratégies proposées pour l'amélioration de l'éducation incluaient: l'utilisation des langues maternelles pour transmettre les messages de l'éducation sur l'eau; l'incorporation des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau, et la prise en compte des questions sexo-spécifiques dans ces activités.

Science et technologie de l'eau - solutions appropriées et novatrices pour le 21ème siècle: réfléchir au-delà du secteur de l'eau: Les participants ont présenté

les outils nécessaires à la mobilisation des ressources pour les projets relatifs à l'eau et pour résoudre les problèmes de manière novatrice, par exemple: les films d'animation; le micro-bloguage sur le réseau Twitter; les initiatives open source et les marchés en ligne; ainsi que l'utilisation du système de positionnement global (GPS). Ils ont engagé des discussions interactives sur les nouveaux moyens



Bjelkeman-Petersson de akvo.org, au cours de la session sur Science et technologie de l'eau - solutions appropriées et innovatrices pour le 21e siècle : la pensée au-delà du secteur de l'eau



Au cours de la session sur Développement des capacités institutionnelles : parvenir à une répartition équitable de l'eau, les participants ont partagé les histoires de réussite de leurs régions

d'utiliser les outils d'information et de communication pour traiter des questions liées à l'eau et à l'assainissement telles que l'étude des possibilités de combiner les «anciennes» et les «nouvelles» connaissances et de stimuler la participation des jeunes.

Le chemin le moins emprunté (plus maintenant)?: Les participants ont débattu de la nécessité de construire des passerelles entre les associations professionnelles (AP) et les organisations de la société civile. Ils ont noté qu'il s'est dégagé du débat, un consensus sur le fait que les associations professionnelles sont des parties prenantes indispensables pour l'obtention des résultats et pour la durabilité des projets sur le terrain, et leur rôle a été souligné dans le développement des stratégies, l'assistance technique et le développement des capacités. Les participants ont également débattu des mesures à prendre pour créer des liens entre les organismes de développement et les groupes de la société civile, notamment: construire des passerelles avec les réseaux extérieurs au secteur de l'eau, le jumelage des associations fortes avec les associations faibles, et la réforme de la structure «élitiste» des AP par le biais des partenariats avec les associations rurales et les organisations communautaires.

L'Éau et l'Histoire: comprendre les cultures liées à l'eau des anciennes civilisations et en tirer des leçons pour le présent: Le débat a porté sur les changements survenus au cours des temps dans les systèmes de connaissances, les pratiques, et les valeurs liées à l'eau. Les participants ont examiné les leçons que l'on peut tirer pour la gestion de l'eau aujourd'hui. Ils ont entendu des présentations sur les structures de l'eau en Turquie au cours des périodes grecque, romaine et byzantine: le système souterrain d'approvisionnement d'eau de qanat, âgé de 3000 ans; une bibliothèque de l'histoire de l'eau au Mexique; et sur les rituels liés à l'eau dans les cultures orientales. Ils ont souligné l'importance des structures institutionnelles de base et des normes culturelles, en plus des réalisations d'ingénierie de ces systèmes d'eau historiques.

Promouvoir les perspectives socioculturelles dans les sciences et la gestion de l'eau: identifier les points communs et les obstacles: Les délégués ont débattu du thème de l'eau comme source de vie, d'inspiration, de pouvoir, de conflit, de coopération et de durabilité. Les présentations ont mis en relief les conflits entre les législations gouvernementales et les systèmes de valeurs traditionnelles et ont relevé les impacts humains et environnementaux des grands barrages. Les approches de gestion axées sur la communauté ont été



Les jeunes talents, pendant le Forum

examinées, notamment, l'implication de la communauté dans la conception des programmes sur les inondations au Pays-Bas et en France, et la collaboration entre la science et la communauté pour la gestion des eaux souterraines au Japon. Les participants ont suggéré que: les cadres juridiques nationaux devraient favoriser les modèles pluralistes de gouvernance; la gestion devrait inclure des données scientifiques précises et être basée sur des principes liés aux coutumes locales; les projets d'infrastructures de l'eau devraient respecter les droits des peuples autochtones.

PROCESUS RÉGIONAL

Sept sessions régionales se sont réunies du mardi au jeudi pour examiner une vaste gamme de questions spécifiquement régionales. Les discussions régionales ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la coopération transfrontalière sur la gestion des ressources en eau, et de développer les capacités d'adaptation des institutions de chaque région pour faire face aux défis émergents, en particulier ceux liés au changement climatique.

AMÉRIQUES: Le mardi, Jérôme Delli-Priscoli du corps des ingénieurs de l'armée Américaine, a présenté le Document régional des Amériques en décrivant le processus multipartite à partir duquel il a été élaboré. Il a déclaré que le document contient douze recommandations dont: la promotion de l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté par le biais de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'à travers une utilisation efficace de l'eau; et l'élaboration d'une législation appropriée ainsi que l'introduction d'incitatifs économiques pour assurer la durabilité de l'eau.

Lors de la séance d'ouverture, les représentants sous-



Le Gouverneur de l'État de Mexico, **Enrique Peña Nieto**

régionaux ont présenté des rapports sur les principales conclusions de leurs processus consultatifs. Le Gouverneur de l'État de Mexico, Enrique Peña Nieto, a déclaré que l'on a besoin d'approches innovatrices pour traiter le problème de la tâche lourde et croissante de recharge et de transport de l'eau. Gerald Sehlke, de l'Association American Water Resources, a déclaré que les États-Unis doivent développer une vision nationale de l'eau. Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Honduras, Horace Chang, Ministre de l'eau et de l'habitat de la Jamaïque, et Patricia Aquino, de l'Institut de la santé environnementale des Caraïbes, ont souligné que les régions de l'Amérique centrale et des Caraïbes sont vulnérables au changement climatique et de ce fait, ont besoin du soutien des pays industrialisés. Luis Zurita Tablada, Vice Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala, a indiqué que sa sous région est en train d'élaborer un plan d'action de l'Amérique centrale pour l'accès à l'eau et la gestion des ressources en eau. José Luis Genta, du Ministère de l'habitat, de la planification territoriale et de l'environnement de l'Uruguay, a appelé à un pacte international sur l'eau, rappelant que l'eau doit être un bien public. José Machado, de l'Agence nationale de l'eau du Brésil, a souligné que toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la GIRE, afin d'éviter les conflits sur les ressources en eau.

Dans un groupe sur les études de cas sous-régionales, les participants ont souligné entre autres, la nécessité: de cadres juridiques flexibles qui intègrent les organismes de coopération internationale afin d'éviter l'«impasse diplomatique»; d'institutions pour assurer la mise en application et la médiation des lois; le partage régional des connaissances; et l'importance des accords internationaux sur les eaux souterraines.

Dans un deuxième groupe de discussion sur le financement et le renforcement des capacités, les participants ont souligné notamment, la nécessité: de transferts des technologies à prix abordables; des technologies de faibles investissements; de l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation de l'eau; et du financement du traitement des eaux usées.

Pour conclure, certains participants ont loué le processus participatif qui a abouti à l'élaboration du document des Amériques, tandis que d'autres ont estimé que le processus n'était pas suffisamment inclusif et que ses recommandations n'avaient rien de nouveau.

EUROPE: Le mardi, Tom Vereijken, du Partenariat européen de l'eau, a présenté le processus européen de préparation du Forum qui a conduit à une vision européenne de l'eau et à la création d'un centre européen de l'eau pour le partage des technologies et des meilleures pratiques. Il a également présenté le Rapport européen qui fournit des informations concises sur les défis, les solutions, les recommandations de politique et les messages clés régionaux, afin de permettre à d'autres régions d'en tirer profit.

Lors des présentations clés, Loïc Fauchon, président du CME, a déclaré que le rôle des dirigeants politiques consiste à mettre en application les solutions adoptées au cours du Forum, et a souligné l'importance de la coopération régionale. Marta Moren, du Ministère de l'environnement, des affaires rurales et maritimes, Espagne, a fait une présentation sur la rareté de l'eau et sur la sécheresse dans l'Union européenne, dans le contexte de la Directive-cadre européenne sur l'eau. Jacqueline McGlade, de l'Agence européenne pour l'environnement, a noté qu'aucune région d'Europe n'est à l'abri de la raréfaction de l'eau et a conclu qu'une gestion basée sur l'approvisionnement n'est pas durable.

Le débat s'est poursuivi au sein de trois groupes. À propos des réalisations européennes et des défis rencontrés à propos de l'eau, les participants ont souligné entre autres: la nécessité de mettre en place une structure de gouvernance inclusive et à long terme pour une utilisation durable de l'eau; du rôle des partenariats sur l'eau dans la mise en place du dialogue sur l'eau; et des innovations techniques pour renforcer le traitement et la réutilisation des eaux usées. Les participants ont noté la nécessité des solutions localement adaptées et de la stabilité macroéconomique au niveau national pour assurer la «bancabilité» des projets liés à l'eau; ils ont également débattu des compromis de la gestion des risques dans l'amélioration des infrastructures d'eau.

Au cours de la discussion du groupe sur les mesures européennes visant la réalisation de l'objectif de l'assainissement durable pour tous, les participants ont parlé des paramètres clés de la réforme, en particulier des questions de santé, du financement et des incitatifs pour l'assainissement. Ils ont également expliqué les principes clés de la politique de l'UE sur l'assainissement, le traitement des eaux usées et les normes d'eau potable.

Lors de la dernière session du groupe sur la gestion de bassin et la coopération transfrontalière, les délégués ont mis l'accent sur un certain nombre d'instruments de coopération paneuropéenne et internationale pour l'harmonisation des pratiques, notamment: la Directive-cadre européenne sur l'eau; la Convention sur l'eau de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CENUE); la Commission internationale pour la protection du Fleuve Danube; et le programme UE-Chine de gestion des bassins fluviaux.

AFRIQUE: Le mercredi, Mandla Gantsho, de la Banque africaine de développement (BAD) a présenté le Document régional pour l'Afrique, soulignant que ce Rapport, qui est l'aboutissement d'un processus consultatif global, vient compléter la Vision africaine de l'eau pour 2025. Il a indiqué que le rapport est fondé sur les engagements politiques existants et fournit des directives pour trois domaines de mise en œuvre: développement des infrastructures pour les



Bai-Mass Taal, AMCOW

services de base; renforcement des capacités institutionnelles et des mécanismes opérationnels; et amélioration des stratégies et des politiques. Il a souligné que le rapport définit des cibles concrètes, notamment assurer un assainissement amélioré au profit de 60% de la population africaine. Lors de discussion inaugurale d'un groupe de haut niveau, Bai-Mass Taal, du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), a déclaré que



Erastus Mwencha, vice-président de la Commission de l'UA

cette réunion avait pour objectif de mobiliser un vaste soutien régional et international pour consolider les engagements existants. Asfow Dingamo, Ministre éthiopien des ressources en eau, a noté que le Forum mondial de l'eau offre une opportunité de parler aussi des réussites de l'Afrique, et pas uniquement «des malheurs et des choses tristes». Le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, président de l'UNSGAB, a noté qu'il se dégage un consensus de plus en plus grand sur les questions clés relatives à l'eau, et a offert le soutien de son organisme pour mobiliser le financement dans le cadre de l'AOD.

Sfara Giorgio, président du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, a annoncé la création de l'Alliance G-8/Afrique sur l'eau, indiquant que cette alliance s'inspirera des leçons tirées des Sommets G-8 d'Évian et de Toyako. Loïc Fauchon, président du CME, a encouragé une redéfinition des institutions traitant de l'eau en Afrique, basée sur les expériences et les priorités africaines, l'une de ces priorités devant consister à trouver une «expression» africaine du droit à l'eau. Erastus Mwencha, vice-président de la Commission de l'Union africaine (UA), s'est félicité de l'inclusion des résultats du Sommet de l'UA tenu à Sharm el Sheikh en 2008 au cours duquel 25 engagements ont été adoptés pour résoudre les problèmes liés à la sécurité de l'eau et aux objectifs de l'assainissement. Michel Jarraud, Secrétaire général de l'OMM, a présenté le cadre hydrologique mis en place par cet organisme pour renforcer les systèmes de gestion de l'eau en Afrique.

Au cours de la discussion du groupe technique, les participants ont mis l'accent sur l'envergure du problème de l'eau et de l'assainissement en Afrique, et ont noté qu'il faudra annuellement, 50 milliards de \$US pour atteindre les objectifs dans trois domaines clés: accès à une eau potable et à un assainissement sécuritaire; eau pour l'agriculture; énergie hydroélectrique et stockage d'eau pour usages multiples. Ils ont fait appel à des investissements dans les domaines suivants: connaissance et apprentissage, diversité, arrangements institutionnels appropriés et infrastructures adéquates.



Des danseurs sud-africains offrant un spectacle à l'occasion de la Journée de la Région Afrique

Au cours de la session de clôture, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle accueillera la 7^{ème} session de l'AMCOW et la Deuxième Semaine Africaine de l'Eau en novembre 2009. Ce pays a également exprimé son intérêt pour le 6^{ème} Forum mondial de l'eau qui se tiendra dans trois ans.

ASIE- PACIFIQUE: Le vendredi, Ravi Narayanan, vice-président du Conseil des gouverneurs du Forum de l'eau Asie-Pacifique (APWF), a présenté le Document régional en indiquant qu'il traite entre autres, des questions suivantes: financement de l'eau et développement des capacités; gestion des catastrophes liées à l'eau; surveillance des investissements et des résultats; et l'eau pour le développement et les écosystèmes. Il a mis l'accent sur les principes directeurs du Document régional, notamment la décentralisation associée à un financement adéquat et à un renforcement des capacités.

Yoshiro Mori, de l'APWF a présenté les Initiatives pour la sécurité de l'eau des Ministres de l'APWF comme une plate forme pour le dialogue entre les ministres de tous les secteurs. Siva Thampi, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a parlé des activités de l'APWF, notant en particulier le premier Sommet Asie-Pacifique de l'eau organisé au Japon en 2007. Wouter Lincklaen Arriens, de la BAD, a parlé de l'engagement pris par la Banque d'accroître les investissements dans le domaine de l'eau dans la région Asie-Pacifique, soulignant qu'un leadership déterminé et l'utilisation des technologies existantes peuvent conduire à une amélioration de la gestion de l'eau.

Les représentants sous-régionaux ont débattu entre autres: des défis spécifiquement régionaux comme par exemple les inondations, l'intrusion de l'eau salée et les contraintes du stockage de l'eau; les impacts du changement climatique, la croissance démographique, les besoins énergétiques et l'urbanisation; les besoins pour la mise en œuvre par les gouvernements des engagements existants; les stratégies de gouvernance des eaux transfrontalières; et l'importance de la protection environnementale, de la préservation de l'eau et de la réalisation des ODM.

Les ministres et les représentants de la région Asie-Pacifique ont souligné l'importance des initiatives nationales pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, notamment: la modification des cadres juridiques et des structures tarifaires; la réhabilitation des structures désuètes; l'exploitation durable des ressources en eau; et faire des bassins fluviaux des unités fondamentales de planification. À propos du partage des eaux transfrontalières, certains ont suggéré que les états en amont devraient atténuer ou payer des compensations pour les dégâts causés envers les états en aval.

Dans une session sur l'amélioration de la sécurité de l'eau, les participants ont mis l'accent sur: l'amélioration des connaissances scientifiques et l'harmonisation des données; le développement des technologies, y compris celles de recueil des eaux de pluie; l'amélioration des stratégies d'atténuation; le stockage de l'eau et la recharge des eaux souterraines; l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau pour l'agriculture; et la promotion d'une plus grande participation des parties prenantes, en particulier dans les communautés responsables des eaux en amont.

Dans une mise à jour sur le travail du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, Akihiko Furuya du Ministère des Affaires étrangères du Japon, a indiqué que la récente réunion du Groupe s'est tenue lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, et qu'en plus de produire un rapport sur le Plan d'action sur l'eau du G-8 adopté à Évian, le Groupe devra aussi développer une stratégie de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement.

SOUS-RÉGION "DANS ET AUTOUR DE LA TURQUIE": Le mercredi, Haydar Koçaker, Directeur général de DSI, a présenté le rapport régional et a déclaré qu'il constitue l'aboutissement de 22 sessions préparatoires régionales basées sur une vaste consultation avec les parties prenantes. Le rapport met en relief les stratégies qui ont émergé de ces réunions, organisées sous les six thèmes débattus au cours du Forum.

Lors des présentations, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que les «fluctuations environnementales» nécessitent la mise en œuvre de stratégies d'adaptation et d'atténuation, soulignant que la



Süleyman Demirel, ancien Président de Turquie

Turquie possède plusieurs siècles d'expérience en matière de gestion de l'eau. Süleyman Demirel, ancien Président de la Turquie, a déclaré que les humains ont une obligation de protéger la terre à travers de meilleures pratiques de gestion de l'eau. Il a mis l'accent sur l'importance des barrages pour la croissance économique et le développement social.

Lors de séance d'un groupe ministériel sur les impacts du changement climatique dans la région, les participants ont souligné l'importance de la législation, des systèmes d'alerte précoce, des stratégies d'adaptation et des mécanismes de coopération et des régimes juridiques pour les eaux transfrontalières; du rôle de la science et de la technologie; et de la nécessité d'intégrer les ODM et les objectifs de la Décennie internationale de l'eau dans un processus régional. Une proposition de désigner l'année 2012, Année internationale de la Diplomatie de l'Eau, a été débattue.

GROUPE DES PAYS MÉDITERRANÉENS: Le mercredi, Hachmi Kennou, de l'Institut méditerranéen de l'eau, a ouvert la session sur la région méditerranéenne. Les conclusions de la session ont contribué au document régional dont les objectifs étaient entre autres: définir le contexte méditerranéen par rapport aux données clés relatives à l'eau et à la gestion des ressources en eau; examiner les progrès accomplis vers la réalisation des ODM et des cibles de Johannesburg; présenter les points de vue des parties prenantes régionales; et explorer les moyens de développer de nouvelles stratégies de collaboration.

Lors de la session d'ouverture, l'Ambassadrice Roza Jeremia, de la Grèce, a énuméré les priorités politiques pour la région, notamment: le financement durable; l'adaptation au, et l'atténuation du changement climatique; et les synergies entre la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC). Abdelkebir Zahoud, Secrétaire d'État du Maroc, a noté l'importance des transferts des connaissances et des technologies. Michael Scoullou, du Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med), a déclaré que la région est venue au Forum avec un nouvel engagement politique.

Au cours de la première des trois discussions de groupe, les participants ont examiné entre autres: la gestion de la demande et l'efficacité; la nécessité de l'éducation, la participation des parties prenantes et la prise en compte des considérations sexospécifiques dans le traitement des défis posés à la gouvernance; le concept de l'eau virtuelle; la gestion de l'eau dans les situations d'occupation, de conflit et des eaux transfrontalières; l'interaction entre les besoins en eau, en énergie et en alimentation; et les opportunités pour la coopération nord-sud dans le bassin méditerranéen.

Dans le deuxième groupe sur l'eau et le développement côtier, les participants ont mentionné le tourisme, l'urbanisation et la migration comme sources de pression sur les régions côtières, et ont relevé que le rôle des technologies modernes dans le bassin méditerranéen, bien que controversé, doit être exploré. Les autres questions examinées incluent: les impacts d'une mauvaise intégration de la gestion des régions maritimes et terrestres; le tourisme et l'agriculture comme secteurs concurrents pour l'eau dans les zones côtières; l'importance du dessalement et du traitement des eaux usées; les moyens pour mettre en œuvre simultanément la GIRE et la GIZC; les implications de la Directive-cadre de l'Union européenne sur l'eau dans les régions côtières de

l'UE; et le potentiel pour les initiatives régionales, telles que le Partenariat euro-méditerranéen et la Convention pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières de la Méditerranée, pour la mise en place d'une coopération régionale.

Pour conclure, les participants ont mis l'accent sur la sensibilisation du public, les politiques de fixation des prix et l'intégration politique comme composantes clés de la gestion de la demande en eau. Ils ont souligné la nécessité de traduire les engagements politiques en action concrète, et relevé l'importance des initiatives régionales telles que le programme Horizon 2020 de l'UE, dans l'amélioration de la gestion de l'eau.

GROUPE DES PAYS ARABES: Le jeudi, Safwat Abdel-Dayem, Directeur exécutif du Conseil arabe de l'eau (AWC) a présenté le rapport régional qui met en relief les mesures nécessaires pour améliorer la gestion de l'eau, notamment la mise en œuvre du droit à l'eau, et la réduction des écarts entre les niveaux de connaissances des peuples, par le biais de la collaboration et des échanges d'information.

Dans le groupe de discussion de haut niveau, Loïc Fauchon, président du CME, a souligné quatre principales obligations, à savoir: la mise en œuvre du droit à l'eau; la mobilisation de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement, et l'utilisation efficace de ce financement; s'assurer que les gestionnaires de l'eau sont en place pour garantir un approvisionnement continu d'eau propre; et promouvoir l'éducation sur les ressources en eau. Mahmoud Abu Zeid, président de l'AWC, a parlé des défis que représente la fourniture d'eau en quantités suffisantes pour l'agriculture, les industries et les ménages, et a souligné le rôle de l'Académie arabe de l'eau dans la promotion de l'échange d'informations.

Sadiq Al-Mahdi, ancien Premier ministre du Soudan, a souligné l'importance du dialogue si l'on veut parvenir à un accord sur le partage équitable. Abdul Latif Rashid, Ministre des ressources en eau d'Iraq, a souligné les efforts renouvelés pour promouvoir le dialogue avec la Turquie et la Syrie, et a appelé les pays arabes à ratifier les traités internationaux existants sur les cours d'eau transfrontaliers.



Sadiq Al-Mahdi, ancien Premier ministre du Soudan

Kevin Cleaver, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), a plaidé pour une restructuration des systèmes existants d'incitatifs, afin de promouvoir des technologies et des cultures agricoles plus efficaces. Kaoru Ishikawa, Ambassadeur du Japon en Égypte, a mis l'accent sur cinq messages sur l'eau et la science, notamment: la nécessité de respecter les ressources existantes par le biais d'une utilisation efficace; l'usage des techniques telles que le dessalement; l'utilisation de la technologie pour nettoyer les sources d'eau polluées; le renforcement des Associations des utilisateurs d'eau pour une utilisation équitable; et l'ajustement des perceptions publiques sur l'assainissement et la réutilisation de l'eau.

Dans une discussion de clôture, les participants venus des universités, des institutions de politiques, du Gouvernement et de la société civile ont débattu entre autres: de l'étude des innovations hors du secteur de l'eau; de la diffusion des bonnes pratiques; du renforcement de l'éducation et de la collaboration scientifique; de la promotion des approches de GIRE; et de l'accélération de la ratification des traités internationaux sur le règlement des différends liés à l'eau.

SESSIONS PLÉNIÈRES SPÉCIALES

LANCEMENT DU RAPPORT DE L'OCDE SUR LA FIXATION DES PRIX ET LE FINANCEMENT: Le mardi, Angel Gurría, Secrétaire générale de l'OCDE, a présenté «Gestion de l'eau pour tous: une perspective de l'OCDE sur la fixation des prix et le financement – Messages clés pour les décideurs». Il a demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'eau douce, en plus des domaines tels que le



G-D: **Milagros Couchoud**, Institut méditerranéen de l'eau; **Marta Moren**, Directrice générale de l'eau, Espagne; et **Hachmi Kennon**, Conseil mondial de l'eau

financement, les carburants et l'alimentation; et à l'utilisation de tarifs, taxes et transferts d'aide (3T) pour un recouvrement durable des coûts.

Les participants ont débattu entre autres: de la gestion des risques et des autres incitatifs pour l'implication du secteur privé; d'expériences positives dans le domaine du recouvrement des coûts dans les pays en développement, et du renforcement des capacités pour les infrastructures de l'eau. Les autres questions examinées incluaient: assurer la prévisibilité du financement public, développer des mesures de recouvrement des coûts durable pour amortir les investissements dans le secteur; augmenter les tarifs et améliorer la base de référence du recouvrement des coûts.

PANNE SÈCHE! COMMENT TRANSFORMER LES SÈCHERESSES EN OPPORTUNITÉS POUR UNE MEILLEURE GESTION:

Le lundi, les participants se sont répartis en deux groupes sur la transformation de la sécheresse en opportunités pour une gestion plus efficace de l'eau. Marta Moren, du Ministère de l'environnement, des affaires rurales et maritimes d'Espagne, a souligné la nécessité d'une gestion efficace de la sécheresse au niveau local et global. Les autres participants ont parlé de la nécessité de partager les expériences acquises et les meilleures pratiques pour la gestion de l'eau et les campagnes de sensibilisation du public durables visant à promouvoir l'utilisation efficace de l'eau. Ils ont également débattu du passage d'une gestion de crise à une gestion des risques; de la nécessité de porter une attention plus grande aux stratégies d'adaptation; de développer des plans flexibles d'atténuation de la sécheresse et des approches de bas en haut en vue de réduire les conflits liés à l'eau; et d'établir les priorités pour une politique globale de la sécheresse.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont parlé de la nécessité de lier la gestion de l'eau aux autres secteurs environnementaux et de promouvoir des cultures et des espèces animales résistantes à la sécheresse. Ils ont examiné le fondement juridique pour les transferts d'eau entre bassins, ainsi que la disponibilité des fonds pour améliorer les infrastructures de l'eau. Ils ont souligné l'importance de l'éducation des agriculteurs en matière de bonnes pratiques et ont appelé à une participation plus grande des enfants dans la planification de la gestion de l'eau.

SANTÉ, DIGNITÉ ET PROGRÈS ÉCONOMIQUE: LA VOIE À SUIVRE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES:

Le lundi, les délégués ont pris part à une session d'ouverture au cours de laquelle les orateurs ont plaidé pour qu'un terme soit mis au "silence" entourant l'assainissement, demandant instamment aux partenaires du développement, que la présence des toilettes adéquates devienne des préalables pour la libération des fonds aux projets de santé et d'éducation. Ils ont parlé de la Conférence préparatoire sur les Femmes et l'eau qui a précédé le Forum, notamment des recommandations demandant aux chefs d'état et aux ministres de mettre en œuvre un budget reflétant le rôle des femmes en matière d'eau et d'assainissement. Les participants ont également fait des présentations sur les expériences en matière d'eau et d'assainissement en Asie Centrale, tout en soulignant leurs succès dans la formation des femmes en tant que facilitatrices régionales en assainissement.

Dans la discussion du deuxième groupe, Nimet Çubukçu, Ministre des affaires féminines et familiales de Turquie, a relevé le rôle spécifique des femmes dans l'agriculture et

l'irrigation. Santha Sheela Nair, Ministre du développement rural de l'Inde, a parlé des tabous qui entourent la discussion sur les menstruations des femmes et la défécation, soulignant que les facilités sanitaires doivent être adaptées à leur contexte. Asfaw Dingamo, Ministre des ressources en eau d'Éthiopie, a fourni des exemples de l'incorporation des questions liées au sexe dans l'agenda national de son pays au cours des 20 dernières années, en particulier le récent Mouvement sur la Fourniture de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène.

Les participants ont ensuite discuté des sujets suivants: le rôle des femmes dans la gestion des catastrophes; les données sur les questions liées à l'utilisation de l'eau, ventilées par sexe; et les barrières sociales à l'utilisation des toilettes sèches Ecosan. Les autres questions soulevées incluent: la création et l'utilisation des indicateurs sexo-spécifiques, la collecte des données, le financement pour l'eau et l'assainissement, et le renforcement des capacités pour la participation des femmes.

GROUPE D'EXPERTS TECHNIQUE SUR L'EAU ET LA CRISE FINANCIÈRE:

Le mardi, un groupe d'experts technique, parlant en leur nom propre, se sont réunis pour débattre des questions liées à l'eau et à la crise financière.

Un des participants a souligné que chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement sauve 4 à 12 dollars US en coûts sanitaires et sociaux, ajoutant que le défi auquel se trouve confronté ce secteur consiste à utiliser les résultats disponibles de la recherche pour «raconter une belle histoire». Un autre participant a mis en relief les mesures prises par des institutions financières internationales et des partenaires, pour attirer le financement à long terme et les capitaux propres, et sur la nécessité de réduire les risques et d'accroître l'accessibilité des services de l'eau dans les pays en développement. Les délégués ont discuté des mesures prises pour attirer les capitaux privés dans les initiatives locales et nationales et mis l'accent sur l'utilisation efficace des fonds et des ressources en eau. Ils ont ensuite suggéré que pour obtenir davantage de fonds des ministres des finances, les projets d'eau devraient mettre l'accent sur leur habilité à fournir les soins de santé, l'éducation et à contribuer à la lutte contre la pauvreté. D'autres ont attiré l'attention sur une réduction de «l'envie de payer» des consommateurs domestiques et industriels.

Des participants ont en outre discuté: de l'équilibre approprié des taxes, tarifs et transferts; du rôle des mécanismes institutionnels dans le processus de réforme du secteur de l'eau; de la manière d'équilibrer les paiements effectués pour l'eau; et de la manière de réduire les risques pour les investissements dans le secteur de l'eau des pays en développement.

IRRIGATION: UTILISATION EFFICACE DE L'EAU

EN AGRICULTURE: Le samedi, trois groupes se sont penchés sur l'irrigation au Mexique, en Chine et en Turquie. Les discussions ont porté sur les arrangements juridiques et institutionnels, la planification et le développement, et sur l'exploitation et la maintenance des systèmes d'irrigation.



G-D: **Mehmet Mehdi Eker**, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie; et **Chen Lei**, Ministre des ressources en eau, Chine

Des délégués du Mexique ont examiné les recommandations d'un tribunal de l'eau qui a siégé à Saragosse en 2008 sur la gestion des ressources de l'eau, notamment une proposition d'élaborer des stratégies de gouvernance participatives; le cadre institutionnel du Mexique; et le passage à un contrôle administratif décentralisé dans les districts d'irrigation.

Dans le groupe sur la Chine, Chen Lei, Ministre des ressources hydrauliques de Chine, a souligné le rôle central de son pays dans la sécurité alimentaire mondiale. Il a ajouté que cette sécurité est menacée par la dégradation des terres, la croissance démographique, le changement climatique et la rareté de l'eau pour la production alimentaire.

Les délégués de la Turquie ont parlé entre autres: de l'importance des nouvelles stratégies de financement pour les investissements dans le domaine de l'irrigation, et de l'importance aussi des activités rurales dans l'économie nationale. Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de Turquie, a parlé des politiques et des plans d'action pour répondre aux impacts du changement climatique.

Les délégués ont ensuite parlé: de la nécessité de réhabiliter les infrastructures d'irrigation obsolètes et du cadre juridique pour la gestion des ressources en eau, comprenant notamment, une réglementation sur l'appartenance des ressources d'eau nationales et sur les exigences de conservation. Ils ont également encouragé l'implication des associations des agriculteurs utilisateurs de l'eau dans les activités de gestion de l'irrigation.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants et les membres des groupes ont attiré l'attention sur: la corruption et la question des banques de l'eau pour régler le transfert des droits à l'eau; la nécessité de moderniser l'irrigation; et la durabilité économique des associations des utilisateurs de l'eau. Ils ont en outre débattu des implications des coûts énergétiques et de la technologie d'irrigation; ainsi que de l'utilisation d'un financement flexible et des fonds de développement agricole pour augmenter la productivité de l'utilisation de l'eau.

CATASTROPHES LIÉES AU CLIMAT: Le samedi, les participants ont entendu plusieurs présentations dans deux sessions de groupe sur la «gestion des catastrophes liées à l'eau dans le cadre du changement climatique: défis et orientations futures du point de vue des services météorologiques et des gestionnaires de l'eau».

Le premier groupe, qui a présenté une perspective plus technique, s'est concentré sur: les systèmes de la surveillance par satellite; la stratégie de l'OMM pour l'atténuation des, et l'adaptation aux effets du changement climatique; et la validation des données climatiques.

Le deuxième groupe a débattu de l'implication des diverses parties prenantes dans la gestion de la sécheresse et des inondations, afin de prévenir les pertes de vie en Turquie, et de la mise en place des systèmes d'alerte précoce et d'une capacité de réaction pour faire face aux catastrophes. Le projet de l'Anatolie du Sud-est (GAP) a été reconnu comme un bon exemple de développement durable qui fournit des opportunités de moyens d'existence et une protection contre les inondations. Les participants ont appelé à une amélioration des données climatiques et à des produits de la modélisation pour offrir de meilleures prédictions saisonnières sur les pluies; ils ont aussi souligné la nécessité de fournir des données articulées sur des périodes de temps compréhensibles pour les politiciens.

Les délégués se sont penchés sur: la nécessité de se préparer à affronter les effets extrêmes du changement climatique; l'importance de la collaboration interdisciplinaire dans les initiatives d'atténuation; la possibilité d'établir un réseau des services climatiques nationaux pour améliorer la gestion des réservoirs et la production alimentaire.

PROCESSUS POLITIQUE

Le processus politique du 5ème Forum mondial de l'eau comprenait quatre niveaux de politiciens: les Chefs d'état; les ministres; les parlementaires; et les autorités locales. Ces groupes se sont réunis du lundi au dimanche pour mettre au point leurs contributions. Les Chefs d'état ont adopté un appel de haut niveau aux gouvernements de la planète afin que des actions soient prises; les ministres ont adopté une Déclaration



Les participants à la session des autorités locales ont posé pour une photo

ministérielle; les parlementaires ont résumé les discussions sur plusieurs questions litigieuses liées à l'eau; et les autorités locales ont adopté le Consensus d'Istanbul sur l'eau.

AUTORITÉS LOCALES

DIALOGUE DES AUTORITÉS LOCALES: Environ 91 autorités locales et 200 maires se sont réunis le mercredi et le jeudi après-midi pour discuter du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC). Le jeudi, un groupe a centré la discussion sur: les responsabilités des autorités locales; la nécessité de mobiliser des ressources financières pour l'eau et l'assainissement; les impacts du changement climatique; et la planification et la gestion des catastrophes. Les participants ont insisté sur les messages clés destinés aux parlementaires et aux ministres, à savoir: les autorités locales doivent être dotées des moyens à travers la mise en place de cadres réglementaires efficaces et par un soutien financier; et les autorités locales comprennent mieux les besoins de leurs communautés et sont bien placées pour mettre en œuvre le droit à l'eau considéré comme un droit humain, à condition que des ressources financières soient mises à leur disposition.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, a présenté l'IWC qui traite des défis ruraux et urbains liés à l'eau. Dominique Lefebvre, Maire de Cergy-Pontoise, France, a par la suite dirigé un groupe sur la mise en œuvre, mettant en relief le rôle des «villes championnes» dans la promotion de la coopération, la progression du débat sur les questions clés et le partage des informations sur les expériences en matière de mise en œuvre. Il a déclaré que 45 autorités locales ont convenu de jouer le rôle de villes chef de file.

Alors que certaines autorités locales ont approuvé intégralement l'IWC, d'autres ont déclaré qu'elles ne pourront le signer que lorsque l'expression «transferts inter bassins» aura été supprimée dans le document. Les autres autorités se sont opposées à cette suppression. Il a été suggéré de limiter la référence à «dans les limites des frontières nationales», mais plusieurs autorités ont fait opposition à cette suggestion en raison de l'importance potentielle de tels transferts pour les pays en développement ayant des eaux transfrontalières.

CONSENSUS D'ISTANBUL SUR L'EAU (IWC): Les points saillants du IWC incluent la reconnaissance des principes suivants:

- L'accès à une eau et à un assainissement de bonne qualité constitue un droit humain fondamental;
- L'eau est un bien public qui devrait être placé sous un contrôle public strict;
- Une approche cohérente au niveau local, régional et national est nécessaire pour l'adaptation au changement global et la réalisation d'une gestion équitable et optimale des ressources en eau;
- Le recouvrement des coûts devrait se faire d'une manière équitable qui assure la fourniture des services aux plus vulnérables de la société;
- La sécurité de l'eau devrait être basée sur le principe d'une répartition équitable et raisonnable;
- Le renforcement des capacités, la mise en place des mécanismes innovateurs de financement et des cadres réglementaires devront faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement; et
- Les décideurs locaux et régionaux devront être intégrés dans le processus politique à des niveaux plus élevés de la gouvernance.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités locales ont pris l'engagement:

- D'évaluer les pressions exercées sur les ressources en eau et sur la biodiversité aquatique;
- D'effectuer l'inventaire des politiques locales et régionales et d'établir une planification à adapter aux défis qui posent une menace pour les ressources en eau à moyen et à long terme;
- D'engager les dialogues avec les parties prenantes pour déterminer les priorités locales et les plans d'action;
- De définir les objectifs et les cibles mesurables liés aux objectifs de l'IWC, et
- De mettre en œuvre les plans d'action visant à améliorer la fourniture des services et à accroître la résilience locale.

La référence «transfert inter bassin» dans l'annexe, sous le point trois du projet de l'IWC intitulé «mesures», a été supprimée dans la version finale et remplacée par une note de bas de page qui contient la liste des autorités locales favorables au «transfert inter bassin».

PRIX POUR L'EAU DU MEXIQUE: Le mercredi, les autorités locales ont assisté à la présentation du prix «Compromiso Mexico» pour l'eau. Ce prix récompense les politiques publiques menées par des autorités locales, qui auront eu un impact positif sur la gestion des ressources en eau, et qui sont susceptibles de démontrer des résultats mesurables dans l'approvisionnement en eau, l'épuration des eaux usées et l'assainissement. Des prix ont été décernés à la Province de Guangzhou, Chine; à León, Guanajuato, Mexique, et à Lima, Pérou.

PARLEMENTAIRES

Le président Köksal Toptan de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a souhaité la bienvenue à 263 parlementaires venus de tous les coins du monde pour discuter des questions de l'eau organisées autour des quatre thèmes suivant: les changements globaux, les eaux transfrontalières, la décentralisation et le droit à l'eau et à l'assainissement.

Au cours des discussions, de nombreux pays ont souligné la nécessité du partage des «avantages des eaux transfrontalières» et de la coopération. Certains parlementaires ont recommandé l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau, tandis que d'autres ont appelé à des accords-cadres séparés sur les cours d'eau «transfrontalières» et «internationaux». La décentralisation a été encouragée et les parlementaires ont noté le rôle important de la législation dans la mise en place d'une gouvernance efficace de l'eau au niveau local. Un parlementaire de l'Iraq a appelé à un accord trilatéral sur les fleuves Tigre et Euphrate pour renforcer la coopération régionale. Certains parlementaires ont appuyé la création d'un parlement pour l'eau afin de faciliter la poursuite de la coopération entre les parlementaires sur les questions de l'eau.

Le droit à l'eau a été mis en exergue dans les débats, et de nombreux participants ont souligné la nécessité d'une gouvernance efficace, la surveillance des ressources publiques, l'accès aux tribunaux pour faire respecter les droits, la conformité et les partenariats comme moyens pour la mise en œuvre du droit. D'autres ont souligné les défis que pose l'institutionnalisation de l'eau comme droit humain. La session s'est terminée avec une vidéo de Richard Durban, sénateur des États-Unis, sur une loi du Sénat américain qui pourrait contribuer aux efforts de l'AOD visant à fournir de l'eau potable à 100 millions de personnes dans les pays en développement.

CONCLUSIONS DES PARLEMENTAIRES: Dans leurs conclusions, les parlementaires ont encouragé la nécessité:

- De reconnaître, codifier et mettre en œuvre l'eau comme un droit humain;
- De ne pas cibler les infrastructures de l'eau pendant les conflits;
- De créer un parlement mondial pour l'eau;
- De consacrer 1% des budgets nationaux de l'eau à l'aide aux pays en développement pour la réalisation des cibles des ODM;
- De décentraliser le secteur de l'eau pour autonomiser les autorités locales;
- De relier les questions de l'eau au changement climatique dans les négociations des Nations Unies de 2009 sur le changement climatique à Copenhague;



Une vue d'ensemble de la session du Dialogue entre les autorités locales et les parlementaires

- De protéger l'environnement et réduire la pollution dans le cadre du développement durable; et;
- D'accroître le rôle des femmes et de la société civile.

DIALOGUE ENTRE LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTAIRES

À la suite des réunions tenues séparément, les parlementaires et les représentants des autorités locales de l'eau se sont réunis le jeudi pour un dialogue conjoint sur la décentralisation et le droit à l'eau et à l'assainissement. Mustafa Öztürk, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a ouvert la session et a souligné l'impérieuse nécessité d'une coordination entre les différents niveaux du gouvernement. Le modérateur Mohamed Saäd El Alami, Ministre chargé des relations avec le Parlement, Maroc, a parlé de la nécessité d'assurer la durabilité de l'utilisation des ressources en eau par l'entremise des lois et des politiques appropriées. Les participants ont discuté des rôles de la gouvernance au niveau national par rapport au niveau local, et du processus de décentralisation. Le débat a porté sur: le droit humain à l'eau; l'allocation d'une partie des budgets de l'eau pour aider les pays en développement à atteindre les cibles des ODM; et la compensation pour destruction des infrastructures d'eau pendant les conflits. Zekai Şen, Istanbul, de l'Université technique d'Istanbul, a conclu la session en soulignant la nécessité de traduire les conclusions en actions concrètes.

TRIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Le vendredi, Yaşar Yakaş, ancien Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, a ouvert le Trialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. Il a annoncé que 50 autorités locales avaient déjà pris l'engagement de signer le Consensus d'Istanbul sur l'eau.

Au cours d'une session de groupe, Rashad Ahmed, le Ministre de l'environnement et de l'eau des Émirats arabes unis, a souligné l'importance des sources d'eau non conventionnelles et mis l'accent sur le partage équitable de l'eau comme condition pour la paix. Oscar Castillo, du Parlement du Marché commun sud-américain (MERCOSUR), Argentine, a noté que l'on ne peut trouver la solution à la crise globale de l'eau qu'en examinant les causes originelles de cette dernière. Ruth Zavaleta Salgado, Député de l'opposition au Parlement du Mexique, a déploré l'absence de progrès dans la mise en œuvre du droit humain à l'eau depuis le 4^{ème} Forum mondial de l'eau

Les autres parlementaires ont parlé entre autres: de la nécessité d'améliorer les capacités des autorités locales; d'accroître la coopération transfrontalière, de conserver les ressources en eau; et de préserver les écosystèmes. Les maires ont recommandé l'autonomisation des autorités locales à travers la fourniture des ressources financières et techniques, et ont souligné que l'eau est un droit humain. Les discussions ont souligné entre autres: l'obligation de ne pas cibler les infrastructures d'eau pendant les conflits; la nécessité de protéger les ressources en eau pour garantir le droit humain à l'eau; et les défis posés par la corruption et l'absence de financement.

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Environ 100 ministres se sont réunis du vendredi au samedi pour mettre au point leur Déclaration. La session finale de la Conférence ministérielle a démarré avec une déclaration de l'Éthiopie demandant la suppression de la référence à «conformité avec les accords existants» dans le principe No 16 de la Déclaration ministérielle sur les cours d'eau transfrontalières.

RÉSUMÉS DES TABLES RONDES

MINISTÉRIELLES: Le dimanche, les présidents des huit tables rondes ministérielles tenues le samedi ont résumé les principales conclusions de leurs sessions. La table ronde ministérielle sur «eau douce – zones côtières» a reconnu qu'un cadre juridique international existe déjà sur ce sujet, mais que sa mise en œuvre est lente en raison d'une mauvaise gouvernance. Elle a noté l'importance des initiatives sous-régionales et des stratégies internationales qui combinent la gestion intégrée des océans et des zones côtières (GIOZC) avec la GIRE.

La table ronde ministérielle sur «réduire l'impact des catastrophes liées l'eau» a souligné la nécessité: de politiques solides pour prévenir les catastrophes liées à l'eau et réduire les risques; de plans nationaux de gestion des inondations et de la sécheresse; du partage de l'information, de la collecte des données et de l'harmonisation des indicateurs; ainsi que des mesures préventives.

Au cours des discussions de la table ronde sur «construire les passerelles entre l'agenda de l'eau et celui du climat», les délégués ont relevé l'importance croissante de l'adaptation, les besoins spécifiques auxquels sont confrontés différentes régions, et les synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Pour l'adaptation au changement climatique, les délégués ont souligné la nécessité impérieuse: de développer des mécanismes de financement pour assurer les investissements; d'utiliser la sensibilisation du public pour catalyser l'action et d'investir dans le développement de la science et de la technologie; d'envoyer un message clair que l'eau devra être utilisée comme un cadre de planification et d'action pour la Troisième conférence mondiale sur le climat en septembre 2009, et lors des négociations sur le changement climatique qui se tiendront à Copenhague en décembre 2009.

Les discussions de la table ronde sur «l'eau pour l'énergie, l'énergie pour l'eau», ont souligné entre autres: la coordination et l'intégration des secteurs de l'eau et de l'énergie; le traitement des usages multiples de l'eau; la gestion des ressources en eau aux niveaux des bassins en utilisant l'approche de GIRE et le développement de manière durable, des projets liés à l'eau en utilisant les évaluations des impacts environnementaux. Cette table ronde a aussi encouragé une plus grande interaction entre le Forum mondial de l'eau, le Forum mondial de l'énergie et les processus internationaux traitant des questions d'énergie.

Les discussions de la table ronde ministérielle sur «financement des infrastructures de l'eau et des services de l'énergie» ont mis l'accent sur la nécessité: de développer et mettre en œuvre les plans et les stratégies financières nationales; d'améliorer la «bancabilité» des propositions; d'établir des partenariats publics-privés; et de renforcer les capacités nationales en matière de planification financière. Les participants ont également souligné que la crise financière ne devrait pas servir d'excuse à l'inaction, mais être plutôt un incitatif à l'amélioration de l'efficacité.

Dans la table ronde sur «l'eau pour le développement en Afrique», les ministres ont souligné la nécessité de: mécanismes efficaces pour la mise en œuvre et la surveillance des progrès; la rationalisation des questions sexo-spécifiques, l'intégration régionale; l'amélioration de la fourniture d'eau et de l'assainissement pas le biais des instruments existants; et l'augmentation du financement pour atteindre les ODM. Les ministres ont également souligné leur engagement pour la mise en œuvre de l'Agenda africain de gestion des ressources en eau.

Sur le sujet «l'eau pour l'alimentation et l'éradication de la pauvreté», les ministres se sont penchés sur les aspects intersectoriels de l'eau pour l'agriculture et ont relevé que l'agriculture utilise plus d'eau que tout autre secteur. Soulignant l'impérieuse nécessité d'accorder la priorité

à l'eau pour l'agriculture, les délégués ont discuté des actions suivantes: investir dans les technologies; renforcer les infrastructures; améliorer la coopération, notamment les partenariats sud-sud; améliorer la participation à la prise de décision, des parties prenantes agricoles; traiter du changement climatique; et fournir un financement adéquat pour mobilier et augmenter les investissements.

Dans une présentation de la table ronde sur «au-delà de l'année internationale sur l'assainissement (AIA) et mettre en œuvre le droit à l'eau et à l'assainissement», les délégués ont noté que l'AIA a été une réussite pour ce qui est de la sensibilisation, mais ont souligné la nécessité d'adopter des approches novatrices en faveur des pauvres, de développer des politiques nationales et des régimes de financement efficaces, et de mobiliser des ressources pour atteindre les ODM. Le «droit à l'eau» a été débattu au cours de cette session. Les ministres ont déclaré que la question d'un droit d'accès à l'eau et à l'assainissement a polarisé beaucoup d'attention depuis le 4^{ème} Forum mondial et qu'il est crucial d'atteindre les ODM. Ils ont aussi indiqué que plusieurs pays ont déjà encadré le droit à l'eau comme un droit constitutionnel dans leur législation nationale. De nombreux participants ont souligné que la Déclaration ministérielle d'Istanbul n'insiste pas suffisamment sur un droit humain à l'eau et à l'assainissement, tandis que d'autres ont estimé qu'il était prématuré d'inclure une référence explicite aux obligations existantes des droits humains relatives à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, avant les conclusions du rapport de l'Expert indépendant du Conseil des droits de l'homme.

Réponse des principales parties prenantes aux tables rondes: Sur la protection d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement, une représentante de l'Alliance Genre et Eau a indiqué que la Déclaration ministérielle «semble reculer dans le temps». Elle a souligné qu'il est du rôle des gouvernements de protéger leurs populations, en particulier celles les plus vulnérables. Elle a aussi déclaré qu'il est essentiel de garantir: une bonne quantité d'eau gratuite pour chaque individu et le droit pour chaque enfant d'accéder à un assainissement sécuritaire, tout en prenant en compte les besoins particuliers des filles.

Un représentant de Business Action for Water a déclaré que: l'eau est essentielle pour les affaires, et les affaires sont essentielles pour l'économie et l'emploi; l'eau, l'énergie et l'alimentation sont inextricablement liées; et que les technologies sont disponibles pour répondre aux problèmes liés à l'eau dans les zones côtières. A propos du financement, il a parlé des progrès accomplis depuis le 4^{ème} Forum mondial de l'eau.

Les représentants des services publics et des syndicats ont noté la nécessité de tenir des forums tels que le Forum mondial de l'eau, dans le cadre des Nations Unies pour produire des conclusions contraignantes sur le droit à l'eau et à l'assainissement. Ils ont demandé aux gouvernements d'utiliser les instruments à leur disposition pour assurer un accès durable à l'eau et à l'assainissement, en tenant compte du rôle des travailleurs du secteur de l'eau.

ADOPTION OFFICIELLE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE: L'Inde a déclaré qu'il était nécessaire que le Forum envoie un message fort aux négociations des Nations Unies sur le changement climatique de 2009, en ce que toutes les nations ont l'obligation d'atténuer les émissions des gaz à effet de serre dans le contexte des responsabilités communes mais différenciées, et sur la nécessité de voir émerger une action plus déterminée sur le changement climatique.

Descrivant la Déclaration ministérielle et le Consensus d'Istanbul sur l'eau comme les deux résultats les plus importants du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a plaidé pour l'adoption officielle de la Déclaration ministérielle. Il a indiqué que le projet de cette Déclaration, terminé le 4 mars 2009, représente le produit final d'un très long processus préparatoire, qu'il ne serait pas possible d'y revenir, comme le demandent certaines délégations.

La Déclaration ministérielle comporte des engagements pour entre autres:

- Intensifier les efforts pour atteindre les cibles des ODM;
- Mettre en œuvre la GIRE au niveau des bassins fluviaux;
- Améliorer la gestion de la demande en eau;
- Préserver les flux environnementaux, accroître la résilience et restaurer les écosystèmes;
- Prévenir les catastrophes liées à l'eau et y répondre;
- Faire reconnaître l'eau comme un besoin humain fondamental, et louer le travail accompli sur les droits de l'homme et l'accès à l'eau dans le système des Nations Unies;
- Accorder la priorité à l'eau et à l'assainissement dans la planification du développement;
- Promouvoir la coopération de l'utilisation durable et de la protection des ressources en eau transfrontalières; et
- Accepter de respecter la loi internationale sur la protection des ressources en eau pendant les conflits.

Le principe 15 sur la considération de l'eau comme un besoin humain fondamental, a attiré le plus d'attention au cours des débats du Forum. Les représentants de certains pays ont plaidé pour la reconnaissance du droit humain à l'eau et à un assainissement de base, la reconnaissance de la valeur culturelle de l'eau et l'implication des peuples autochtones dans la gestion de l'eau.

DÉCLARATIONS FINALES: Le Directeur général du CME, Ger Bergkamp, a encouragé les gouvernements et les délégués à faire avancer les discussions mondiales sur l'eau et a exprimé la disponibilité du CME à aider à la mise en œuvre des engagements pris, en fournissant un soutien pour le développement des capacités.

Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a déclaré que le Forum a rassemblé plus de 120 pays et a permis d'aboutir à une meilleure compréhension des questions liées à l'eau, et à l'élaboration des politiques de l'eau pour un développement durable. Il a conclu en soulignant que les décisions prises à ce Forum ainsi que les activités pour leur mise en œuvre constituent une plateforme pour «la fraternité, la coopération et la paix.»



Le directeur général du Conseil mondial de l'eau, Ger Bergkamp

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Les chefs d'état se sont réunis le lundi pour finaliser un accord de haut niveau. L'accord lance un appel aux gouvernements, aux organisations internationales et autres parties prenantes pour leur demander de développer une vision commune et un cadre pour le développement et la gestion durables des ressources en eau, de garantir l'accès à une eau et à un assainissement sécuritaire pour tous. L'accord stipule que les ressources en eau ne peuvent pas être gérées sans les capacités appropriées et sans les infrastructures adéquatement conçues et entretenues, et que la plus haute priorité devrait être accordée aux investissements dans ces domaines.

CLÔTURE DU FORUM

Le 5ème Forum Mondial de l'eau a clos ses travaux dans l'après-midi du dimanche 22 mars, qui est également la Journée mondiale de l'eau.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU – LES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Les participants ont visionné "une seule eau", documentaire primé, réalisé par Sanjeev Chatterjee et Ali Habashi. Ce film qui a été tourné dans 14 pays, couvre une période de cinq ans et peut être téléchargé en ligne au: <<http://1h2o.org/>>.

András Szöllösi-Nagy, de l'UNESCO-PIH, a présenté la table ronde de haut niveau sur «l'adaptation aux changements globaux dans les bassins transfrontaliers». Il a indiqué qu'il existe dans le monde 263 lignes de partage des eaux

communes et, et 273 aquifères en eaux souterraines partagées dont dépendent directement 3 milliards d'individus. Il a déclaré que la gouvernance doit s'appuyer sur les principes de coopération et de solidarité afin de permettre à ces populations d'éviter les conflits liés à l'eau engendrés par une compétition effrénée pour les ressources en eau communes.

Au cours des discussions de la table ronde, Alfred Duda, du Fonds mondial pour l'environnement (FME) a parlé du rôle du FME et de ses agences partenaires, notamment: le financement pour les semences, afin de renforcer la confiance et la coopération; le soutien technique; et la facilitation par les tierces parties. Notant que les accords transfrontaliers devraient traiter de plus en plus des questions liées à la variabilité climatique, il a souligné que le soutien du FME peut aider à préparer les organisations des bassins fluviaux à mettre en œuvre des projets plus grands sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Sybille Vermont, vice-présidente de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, CEE, a indiqué que la Convention a développé une série de directives et d'instruments techniques pour la gestion des ressources transfrontières. Elle a ajouté que la Convention encourage la coopération en obligeant les pays à négocier entre eux des accords bilatéraux et multilatéraux, et à créer des organismes conjoints.

Anders Bertell, de l'Institut Stockholm international de l'Eau, a souligné un certain nombre de «divergences» conceptuelles dans la discussion, notamment, le qualificatif «transfrontalier» ou «international» appliqué aux eaux; et le principe de souveraineté nationale par rapport à celui d'une gouvernance partagée des ressources.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

DÉCLARATION DU FORUM DES JEUNES: Les délégués des jeunes ont déclaré que leur participation au Forum mondial de l'eau était la résultante de leur capacité et non pas de leur vulnérabilité. Ils ont souligné qu'ils veulent être des partenaires dans le processus et non pas tout simplement des parties prenantes. Ils ont souligné que le langage de la Déclaration ministérielle aurait dû indiquer plus clairement que l'eau et l'assainissement sont des droits humains.

Les délégués des jeunes ont par la suite procédé à la lecture de leur Déclaration, rédigée par des jeunes originaires de 25 pays. Articulée autour des thèmes du 5ème Forum, cette déclaration stipule entre autres que:

- Les recommandations du 5ème Forum devront être transmises aux négociations des Nations Unies sur le changement climatique de 2009 à Copenhague;
- L'accès à une eau propre, abordable, sécuritaire et facilement accessible devrait être considéré comme un droit humain fondamental et défini comme tel dans les législations nationales;
- Il n'y a pas de bonne gouvernance sans participation du public;



Le lauréat du Grand Prix mondial pour l'eau de Kyoto



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général, 5ème Forum mondial de l'eau, et Veysel Eroglu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, qui a partagé un proverbe turc avec des participants

- Les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour assurer l'accès à l'eau potable pour toute les populations, quelle que soit la capacité de celles-ci à payer pour cette eau; et
- Les jeunes devraient être impliqués dans les processus de prise de décisions liées à leur éducation, et ces processus devraient tenir compte des considérations sexospécifiques et des défis sociaux actuels.

GRAND PRIX MONDIAL POUR L'EAU DE KYOTO:

Hitoshi Ohshima, Responsable de la politique environnementale globale du Japon, a présenté le Grand Prix mondial pour l'eau de Kyoto, remis à une ONG pour ces activités sur le terrain. William Cosgrove, président du Jury de ce prix, a remarqué que les dix finalistes qui ont présenté leur projet le samedi, ont inclus les femmes et les jeunes dans ces divers projets. Il a par la suite remis le prix à Watershed Organization Trust de l'Inde. Marcella D'Souza a accepté le prix au nom de l'organisation et a déclaré que l'eau doit être utilisée comme une force unificatrice

DÉCLARATIONS DE CLÔTURE: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau, a déclaré que les connaissances acquises et les résultats obtenus lors de ce Forum constitueront les cadeaux d'Istanbul au monde. Il a souligné la participation équitable des femmes à ce Forum. Il a remercié la Direction des travaux hydrauliques de l'État, Istanbul, la municipalité métropolitaine d'Istanbul et l'Administration chargée de l'eau et de l'épuration des eaux usées d'Istanbul (ISKI) pour leur soutien au Forum. Il a félicité les milliers d'individus dont la collaboration a conduit au succès ce Forum.

Dans ses dernières remarques, Ben Braga vice-président du CME, a noté que les questions relatives à l'eau méritent une nouvelle réflexion et des actions concrètes, soulignant que le 5ème Forum mondial de l'eau a lancé un nouveau processus caractérisé par une participation ouverte et démocratique, et un partage des connaissances. Klaus Toepfer, ancien directeur exécutif du PNUE, a expliqué le travail d'organisation du 5ème Forum qui a duré trois ans. Il a souligné la «nouvelle entente verte» du PNUE, relevant qu'elle constitue un moyen durable de répondre à la crise économique. Il a félicité les délégués pour avoir reconnu l'importance du rôle des femmes dans la gestion de l'eau. Parlant du processus de désertification, il a souligné la nécessité d'inclure le traitement des deux questions de l'eau et de la désertification dans un cadre de changement climatique post-2012.

Tomris Türmen, ancien Directeur exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré que le traitement de l'eau et l'évacuation des eaux usées constituent les plus grandes découvertes scientifiques. Elle a souligné l'importance de la réalisation des ODM pour assurer un avenir plus durable pour les populations les plus vulnérables du monde.

Hasan Zarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que «l'eau peut exister sans nous, mais nous ne pouvons pas exister sans elle». Qualifiant la question de la meilleure manière de gérer l'eau comme le «plus grand défi» du Forum, il a

félicité les délégués pour leur participation transparente et démocratique. Il a relevé que le Forum a atteint ses objectifs de placer l'eau sur l'agenda politique, et de partager les meilleures pratiques, et a suggéré que le CME prépare des indicateurs pour la surveillance des actions entreprises par les parties prenantes concernées après Istanbul. Hasan Zarikaya a déclaré le Forum clos à 13h45.

PROCHAINES RÉUNIONS

2ÈME CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR L'EAU:

Cette Conférence se tiendra les 2 et 3 avril 2009 à Bruxelles, Belgique. Les parties prenantes de l'ensemble de l'Union Européenne discuteront des questions stratégiques de la gestion de l'eau et participeront activement au processus de développement des Plans de Gestion des Bassins Hydrographiques. Pour plus d'informations, contacter: Euro Keys Sprl, tel: +32-02-777-9979; fax: +32-02-770-3601; e-mail: ewc2009@eurokeys.com; Internet: <http://www.ewc2009.eu/>

3ÈME FORUM DE YANGTZE: Cette réunion se tiendra les 20 et 21 avril 2009 à Yangtze, Chine. Elle inclura un sous-sommet sur le «changement climatique et la sécurité de l'eau urbaine» dont le but est: la promotion de la communication et de la discussion internationales; le partage d'expériences, des technologies et des connaissances en matière de réaction au changement climatique et à son impact sur l'hydrologie et la sécurité de l'eau urbaine; ainsi que la promotion du développement urbain durable en ce qui a trait à la gestion de l'eau dans les villes modernes. Pour plus d'informations, contacter: Wu Quanfeng, Secrétariat du forum de Yangtze; e-mail: secretariat@yangtzeforum.org; Internet: <http://www.yangtzeforum.com/>

PERTES D'EAU 2009: Cette conférence se déroulera du 25 au 29 avril 2009 à Cape Town, Afrique du Sud. Il s'agit du cinquième événement dans une série de conférences de spécialistes en réduction de pertes d'eau de l'Association Internationale de l'Eau (IWA). Le but de cette rencontre est de discuter des meilleures pratiques internationales en matière d'évaluation des pertes d'eau, de gestion, de réduction et de contrôle des fuites, ainsi que de l'amélioration du système de mesure de la consommation des clients. Pour plus d'informations, contacter: le président du Groupe de Travail spécial sur les Pertes d'eau, Bambos Charalambous; e-mail: bambos@wbl.com.cy; Internet: <http://www.waterloss2009.com/>

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU ET LA GESTION DES ZONES CÔTIÈRES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT:

Cette conférence se tiendra du 4 au 6 mai 2009 à Manado, Indonésie. Son objectif sera de favoriser les échanges d'expériences en matière de développement des ressources en eau et de gestion des zones côtières, par rapport aux impacts du changement climatique. Pour plus d'informations, contacter: le Chef du Secrétariat, tel: +62-21-722-4531; fax: +62-21-7279-2263; e-mail: info@hathi-manado.org; Internet: <http://www.hathi-manado.org/>

17ÈME SESSION DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CSD-17):

La CSD-17 se déroulera du 4 au 15 mai 2009 à New York, États-Unis. Il s'agit d'une session sur les politiques et elle se concentrera sur les questions thématiques suivantes: l'agriculture, le développement rural, les terres, la sécheresse, la désertification et l'Afrique. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat DESA; tel: +1-212-963-8102; fax: +1-212-963-4260; e-mail: dsd@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/sustdev/csd>

34ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU WEDC - EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE: DÉVELOPPEMENT DURABLE ET APPROCHES MULTISECTORIELLES:

Cette conférence se tiendra du 18 au 22 mai 2009 à Addis Abeba, Éthiopie. La Conférence internationale du Centre de développement et d'ingénierie de l'eau (WEDC) est une plateforme globale pour les praticiens, les décideurs, les universitaires et les chercheurs qui sont à la pointe des innovations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement.

Pour plus d'informations, contacter: Martine Morton;
e-mail: m.c.morton@lboro.ac.uk; Internet: <http://www.wedconference.co.uk/>

CONFÉRENCE DU PNUE SUR LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU DOUCE TRANSFRONTALIÈRE: LE DEFI DE LA DURABILITE ENVIRONNEMENTALE: Cette conférence se déroulera du 20 au 22 mai 2009 à Bangkok, Thaïlande. Son principal objectif est d'identifier les défis et les opportunités dans la gouvernance de l'eau douce, et établir les actions prioritaires pour des améliorations. Pour plus d'informations, contacter; Bakary Kante, Division du droit et des conventions sur l'environnement, tel: +254-20-762-4011, fax: +254-20-762-4300; e-mail: bakary.kante@unep.org; Internet: <http://www.unep.org/environmental-governance/Events/StrengtheningTransboundaryFreshwaterGovernance/tabid/475/language/en-US/Default.aspx>

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'EAU 2009: Cette réunion sera organisée du 16 au 22 août 2009 à Stockholm, Suède, par l'Institut Stockholm international de l'eau (SISI). La session 2009 de cet événement annuel sera organisée autour du thème «Répondre aux changements globaux: Accès à l'eau pour le bien commun». Pour plus d'informations, contacter: tel: +46-(0)8-522-139-60; fax: +46-(0)8-522-139-61; Internet: <http://www.worldwaterweek.org/>

FORUM MONDIAL DE L'EAU URBAINE 2009: Ce forum qui se déroulera du 18 au 21 août 2009 à Incheon, Corée, servira de plateforme pour discuter des solutions possibles aux questions liées à l'eau résultant de la pollution de l'eau, du changement climatique et du développement urbain. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat de WCWF, tel: +82-32-850-5680; fax: +82-32-850-5689; e-mail: info@wewf2009.org; Internet: www.wewf2009.org

SEME ASSEMBLÉE SCIENTIFIQUE DE L'IAHS ET 37EME CONGRÈS DE L'IAH: Cette conférence conjointe se tiendra du 7 au 12 septembre 2009 à Hyderabad, Inde. L'Assemblée scientifique de l'Association internationale des services hydrologiques (IAHS) examinera le thème «l'Eau, une ressource vitale sous pression – Comment la science peut-elle aider?», tandis que le Congrès de l'Association internationale des hydrogéologues (IAH) se penchera sur «le développement et la gestion durables des ressources en eau douce dans les terres rocheuses». Pour plus d'informations sur l'Assemblée scientifique de l'IAHS, contacter: P. Rajendra Prasad, vice-président IAHS et organisateur de la 8^e Assemblée scientifique de l'IAHS, tel: +91-891-257-5500; e-mail: ahivisakha@hotmail.com ou rpatury@yahoo.com; Internet: <http://www.appliedhydrology.org/iahs>; et pour plus d'informations sur le Congrès de l'IAH contacter: Shammy Puri, tel: +91-40-2343-4626; fax: +91-40-2343-4651; e-mail: ShammyPuri@aol.com; Internet: <http://www.appliedhydrology.org/iahs>

L'EAU, LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET LE CHANGEMENT ENVIRONNEMENTAL GLOBAL: LES TENDANCES ÉMERGEANTES, AVENIRS DURABLES?: Cette conférence se tiendra du 1er au 3 octobre 2009 à Kyoto, Japon. Elle est organisée conjointement par UNESCO-IHP, l'Institut de Recherche pour l'Humanité et la Nature, le Japon, et l'Université des Nations unies. Pour plus d'informations, contacter: Lisa Hiwasaki; e-mail: l.hiwasaki@unesco.org; Internet: <http://typo38.unesco.org/en/themes/ihp-water-society/water-and-cultural-diversity.html>

15^e CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET 5^e RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: La CdP-15/CCNUCC et la CdP/RdP-5 sont prévues du 7 au 18 décembre à Copenhague, Danemark. Ces réunions coïncideront avec la 31^e réunion des organes subsidiaires de la CCNUCC. Dans le cadre de la «feuille de route» adoptée à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de Bali en décembre 2007, la CdP-15 et la CdP/RdP-5 devront finaliser un accord-cadre pour la lutte contre le changement climatique au-delà de 2012 (lorsque vient à terme la période du premier engagement au titre du Protocole de Kyoto). Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; Internet: http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2009

SIXIÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le prochain Forum mondial de l'eau aura lieu en mars 2012. Pour plus d'informations, contacter: le Conseil mondial de l'eau ; tel: +33-49-199-4100; fax: +33-49-199-4101; e-mail: wwc@worldwatercouncil.org; Internet: <http://www.worldwatercouncil.org>

GLOSSAIRE

AMCOW	Conseil des ministres africains chargés de l'eau
AOD	Aide officielle au développement
APWF	Forum Asie Pacifique de l'eau
BAD	Banque asiatique de développement
CENUE	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
CME	Conseil mondial de l'eau
CPWC	Programme de coopération sur l'eau et le climat
DSI	Direction générale des travaux hydrauliques de l'Etat (Turquie)
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
IWC	Consensus d'Istanbul sur l'eau
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
ODM	Objectifs de développement du millénaire
OMM	Organisation météorologique mondiale
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science, et la culture
UNESCO-IHP	Programme hydrologique international de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science, et la culture
UNSGAB	Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène
WWDR-3	Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau



Le personnel du Secrétariat a posé pour une photo à la fin du Forum